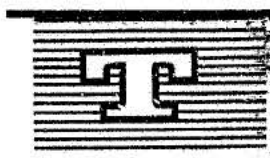


NATIONS UNIES
CONSEIL
DE TUTELLE



PROVISOIRE
T/PV.807
5 juin 1957
FRANÇAIS



Vingtième session

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA HUIT CENT SEPTIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New-York,
le jeudi 5 juin 1957, à 14 heures.

Président :

M. HOOD

(Australie)

Examen de la situation dans le Territoire sous tutelle du Nauru :
rapport annuel sur l'administration du Territoire sous tutelle du
Nauru [4c] (suite)

UN. LIBRARY
7 JUN 1957
UN/SA COLLECTION

Note : Le compte rendu analytique, qui est le compte rendu officiel de cette séance, sera publié en document mimeographié, portant le symbole T/SR.807. Les délégations pourront y apporter les corrections qu'elles jugeront bon et dont il sera tenu compte dans la rédaction définitive qui paraîtra en volume imprimé.

57-17543

(62 p.)

EXAMEN DE LA SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE NAURU : RAPPORT ANNUEL
SUR L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE NAURU (T/1312, 1324; T/L.771
[Point 4 c) de l'ordre du jour] (suite)

Sur l'invitation du Président, M. John Herbert Jones, Représentant spécial pour le Territoire sous tutelle de Nauru sous administration australienne, prend place à la table du Conseil.

U PAW HTIN (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais poser au Représentant spécial quelques questions relatives à la situation politique dans le Territoire. Mes questions sur les autres aspects de la situation seront posées plus tard.

Au cours de la séance d'hier, le représentant de la France a posé une question au sujet du nouveau projet d'ordonnance judiciaire dont le but est d'établir une distinction nette entre les pouvoirs exécutif et judiciaire. D'après la réponse donnée par le Représentant spécial, nous avons cru comprendre que cette ordonnance avait été approuvée sous forme de projet et qu'aussitôt que le dispositif nécessaire pour sa mise en vigueur sera mis au point, elle sera promulguée.

A cet égard, je voudrais demander au Représentant spécial si cette ordonnance créera trois tribunaux - un tribunal d'appel, un tribunal central et un tribunal de district - et si l'ensemble du pouvoir judiciaire sera séparé de l'Administration.

Puis-je également demander au Représentant spécial si les juges qui siègent dans les deux tribunaux actuels seront automatiquement nommés pour faire partie des tribunaux réorganisés?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je n'ai aucun renseignement sur la composition des nouveaux tribunaux ni sur les nominations qui seront faites. Toutefois, je ne vois pas pourquoi ceux qui siègent dans les tribunaux actuels ne seraient pas nommés membres des nouveaux tribunaux en vertu de la nouvelle ordonnance.

Les tribunaux sont actuellement composés de magistrates. Dans certains cas, l'Administration a obtenu les services de juges de Nouvelle-Guinée et d'autres Territoires pour siéger lorsque les tribunaux avaient à connaître de délits graves. En vertu de la nouvelle ordonnance, le tribunal de district disposera des services d'un juge, alors qu'auparavant les magistrates du tribunal de district pouvaient siéger dans ce tribunal. C'est là une modification.

Etant donné que les magistrates pourront continuer de siéger, dans ce que j'appellerai les tribunaux inférieurs, un juge sera nommé pour siéger dans ce qui sera, aux termes de la nouvelle ordonnance, le tribunal supérieur.

U PAW HTIN (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : Le Représentant spécial pourrait-il me dire si la nouvelle ordonnance contiendra des dispositions en vertu desquelles la coutume actuelle qui consiste à désigner un chef supérieur pour faire partie du tribunal de district sera supprimée?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : L'ordonnance ne contient aucune disposition précise relative à cette question. Actuellement, l'un des magistrates faisant partie du tribunal est un Nauruan qui était chef supérieur au moment où il a été désigné à ce poste. Mais, en réalité, il n'a pas été désigné parce qu'il était chef supérieur, mais parce qu'il était considéré comme suffisamment compétent et expérimenté pour siéger à ce tribunal. Je suis certain qu'il sera à nouveau nommé, en tant que magistrate, au tribunal en vertu des dispositions de la nouvelle ordonnance.

U PAW HTIN (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : Cette ordonnance affectera-t-elle l'autorité actuelle de l'Administrateur qui, actuellement détient l'autorité suprême en matière d'appels?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Oui, l'Administrateur sera entièrement séparé du pouvoir judiciaire. La nouvelle ordonnance modifie la composition de la cour d'appel, en particulier, de telle façon qu'il y aura une distinction nette entre l'exécutif et le judiciaire. L'Administrateur sera entièrement en dehors de la question des appels.

U PAW HTIN (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : A la page 15 du rapport annuel, sous le titre "Fonction publique", nous avons été heureux de lire ce qui suit :

"La force de police a été réorganisée et elle compte maintenant un effectif total de cinquante-six membres."

Nous avons également été heureux d'apprendre que :

"pour la première fois, deux postes d'officiers de police ont été créés pour des Nauruans."

Cette réorganisation a-t-elle eu pour résultat d'augmenter le nombre des Nauruans faisant partie de la force de police? Dans l'affirmative, je voudrais savoir combien de Nauruans ont été ainsi enrôlés dans la force de police, ainsi que les promotions correspondantes intervenues à la suite de cette réorganisation.

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Un commissaire européen fait partie de la force de police. Tous les autres postes sont tenus par des Nauruans, à l'exception du poste d'inspecteur - récemment créé - qui n'a pas encore été pourvu. Un Nauruan a été promu sous-inspecteur et des cours de formation ont actuellement lieu à Nauru aux fins de donner à des Nauruans la formation nécessaire pour accéder aux postes d'inspecteur et de sous-inspecteur. On se propose de promouvoir plus tard le sous-inspecteur actuel - qui, ainsi que je l'ai dit, est un Nauruan - au rang d'inspecteur et de le remplacer dans les fonctions qu'il détient présentement par un autre Nauruan qualifié.

U. PAW HTIN (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : Le Représentant spécial ne nous a pas encore dit si cette réorganisation a permis d'employer davantage de Nauruans dans la police, notamment dans des postes autres que ceux d'officiers de police.

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : A la fin de l'année examinée, tous les postes de policiers, un poste de sergent de deuxième classe et un poste de sergent de première classe ont été pourvus. Un poste de sous-inspecteur a également été comblé.

Pour autant que je sache, les postes de recrues de police, n'ont pas encore été pourvus. Tous les autres postes, à l'exception de certains postes de sous-officiers que j'ai mentionnés ont été remplis. Des examens auront lieu d'ici peu, afin de permettre à des policiers de première classe de passer au rang de sous-officiers. Tous les postes de police, à l'exception de celui de Commissaire, sont occupés par des Nauruans et leur sont réservés.

U. PAW HTIN (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais encore demander un éclaircissement à propos d'une question similaire à celle qu'a posée le représentant de la Belgique à propos des élections de 1955 au Conseil de gouvernement local de Nauru. Le Représentant spécial nous a indiqué que des candidats avaient été choisis, mais il ne nous a pas dit si des partis ou des groupes locaux étaient intervenus au cours des élections. Ma délégation voudrait obtenir des renseignements à ce propos.

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Aucun groupe ou parti n'a pris part aux élections à Nauru. Je crois l'avoir déjà dit hier, lorsqu'on nous a questionnés sur l'existence de partis politiques. J'ai répondu que les populations nauruanes n'ont pas l'esprit orienté vers la politique et ne comprennent pas ce qu'est un parti politique. Les candidats qui se présentent aux élections le font en tant qu'individus ou, parfois, comme représentants d'un groupe familial. Il n'y a pas de parti politique.

U PAW HTIN (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : Le rapport annuel et une réponse du Représentant spécial nous montrent que le Conseil de gouvernement local de Nauru édicte des règlements dans le Territoire. Toutefois, ces règlements doivent être approuvés par l'Administrateur qui, dans certains cas, peut agir contrairement aux avis du Conseil. A ce sujet, je voudrais demander au Représentant spécial s'il y a eu des cas où l'Administrateur s'est trouvé en opposition aux avis du Conseil.

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Il n'y a pas eu de cas où l'Administrateur ait dû imposer son veto à un règlement proposé par le Conseil.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : J'ai étudié avec soin des documents qui ont été soumis au Conseil sur la situation du Territoire sous tutelle de Nauru. J'ai vu qu'il y était question de différents accords conclus à propos de l'exploitation des phosphates dans le Territoire, mais je n'ai trouvé aucune indication selon laquelle un accord aurait été conclu avec les autochtones à ce sujet. Le Représentant spécial pourrait-il nous donner quelques précisions sur cette question ? Un accord quelconque a-t-il été conclu avec les habitants du Territoire en ce qui concerne l'exploitation des phosphates par les British Phosphate Commissioners?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Un accord a été conclu en 1947 pour une période de vingt ans entre les British Phosphate Commissioners et les représentants de la population. En fait, il a été conclu avant l'établissement du Conseil de gouvernement. Il n'y avait alors qu'un Conseil de chefs. L'Administrateur était présent lors de la signature de l'accord. Cet accord fut établi par écrit et, pour le régulariser, on l'a incorporé dans la Land Ordinance du Territoire. L'ensemble de cet accord, not pour mot, et signé par les deux parties, fait maintenant partie intégrante de cette ordonnance.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Est-ce que les autochtones ont pris part, de façon quelconque, à l'établissement des conditions dans lesquelles fonctionne cette société, notamment pour ce qui est des redevances qu'elle doit leur payer pour l'exploitation des phosphates?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Oui; l'accord est très détaillé; il fixe le taux des redevances, les paiements pour les terrains et toutes questions de ce genre. Il est extrêmement précis et, comme je l'ai dit, il fait partie intégrante de la Land Ordinance.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Si j'ai bien compris la réponse du Représentant spécial à ma première question, l'accord a été conclu pour une durée de vingt ans. Or il a été conclu en 1927 et, par conséquent, il a dû expirer en 1947. Est-ce bien cela ou est-ce que cet accord porte sur l'exploitation des phosphates jusqu'à épuisement des gisements se trouvant dans l'île de Nauru?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Il s'agit d'un nouvel accord qui a été conclu en 1947 et qui, par conséquent, expirera en 1967.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : J'ai tenu compte des réponses que le Représentant spécial a faites hier. Il a indiqué que les autochtones ne peuvent pas prendre part à l'administration du Territoire. En fait, il n'a même pas pu dire vers quel

moment une Assemblée consultative pourra être créée. Par conséquent, il est curieux qu'ils aient pu participer à l'établissement d'un accord sur l'exploitation des phosphates. Après tout, les ressources naturelles d'un territoire sont la propriété de la population elle-même; mais, dans le cas qui nous occupe, il ne semble pas que celle-ci ait eu grand'chose à dire. Je voudrais savoir si les autochtones auront la possibilité d'exprimer leur opinion quant à l'exploitation des phosphates avant que les gisements soient épuisés. En d'autres termes, est-ce que la question de savoir dans quelles conditions seront exploités les gisements de phosphates sera posée devant la population du Territoire elle-même avant épuisement des gisements? Est-ce que la population pourra faire connaître sa position sur cette question par des représentants librement élus?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : L'accord a été révisé plusieurs fois. Des amendements ont été apportés au texte original. Les redevances ont été augmentées, les conditions ont été modifiées. L'un des changements est intervenu en 1950; une autre révision a été effectuée en 1955. Les redevances ont alors été augmentées ainsi que les sommes versées au fonds d'investissement à long terme. Actuellement, les Nauruans demandent une nouvelle révision de cet accord. Cette révision est envisagée et, comme je l'ai dit dans ma déclaration liminaire, l'Autorité administrante, par l'organe de l'Administrateur, aide les Nauruans à rédiger leur demande. L'accent sera porté, en particulier, sur l'augmentation des investissements à long terme pour la communauté afin d'en faire profiter toute la population, et non pas seulement ceux des Nauruans qui possèdent des terres. La dernière demande des Nauruans est encore à l'examen. J'espérais que des résultats pourraient être obtenus avant la session du Conseil et que je pourrais vous les faire connaître; mais il y a eu des délais des deux côtés et les négociations se poursuivent encore.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Le Représentant spécial a parlé de la question de l'augmentation des redevances et des sommes versées à tel ou tel fonds, en précisant que ces redevances avaient été fixées par l'Administration. Je parlais, pour ma part, de tout autre chose, à savoir du droit qu'ont les autochtones de faire connaître leur avis sur la manière dont les gisements doivent être exploités, c'est-à-dire sur les conditions d'exploitation et sur la qualité des exploitants. Je voudrais savoir si les autochtones auront un jour la possibilité d'exprimer librement leur avis à cet égard et d'indiquer comment ils désirent que les gisements soient exploités, avant que ces gisements soient épuisés. Jusqu'à présent, les autochtones de Nauru n'ont eu aucune possibilité de faire entendre un avis indépendant sur cette question.

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : L'accord actuellement en vigueur expirera en 1967 et il est certain que la population nauruane aura alors la possibilité de faire connaître son avis au sujet de la poursuite de l'exploitation des gisements de phosphate. Il y a deux ans, j'ai parlé d'une enquête effectuée sur l'exploitation des phosphates à Nauru, enquête portant sur l'acquisition des gisements qui appartenaient à des compagnies allemandes. Je ne vais pas répéter tout ce que j'ai dit alors, car je n'ai pas sous la main la documentation nécessaire, mais on pourra retrouver tous les renseignements utiles dans la déclaration liminaire que j'ai faite en 1955, car il s'agissait d'un exposé historique complet, qui répond dans une large mesure à la question du représentant de l'Union soviétique.

Je répète que l'accord actuellement en vigueur expirera en 1967 et que la population de Nauru aura alors la possibilité de faire connaître son avis sur la question.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Il me reste une question à poser en ce qui concerne les phosphates et les conditions actuelles de l'exploitation des gisements. Les autochtones de Nauru ont-ils le droit d'exploiter eux-mêmes des gisements de phosphates sur les terres qui leur appartiennent? Peuvent-ils, par exemple, organiser une coopérative qui s'occuperait dès maintenant de l'exploitation de ces gisements?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Cela ne serait pas possible, car l'accord qui a été conclu au sujet des phosphates s'applique à tous les gisements du Territoire. Le droit d'exploitation appartient à une compagnie qui verse des redevances aux Nauruans.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je passe maintenant à une autre série de questions : il s'agit de la construction d'un aéroport sur le Territoire. Il est indiqué, à la page 21 du rapport de l'Autorité administrante, que, dans la région de Boe et de Yaren, les propriétaires de terres ont protesté contre les aliénations de terrains pour la construction de l'aéroport. Dans sa déclaration liminaire, le Représentant spécial a dit que la question de l'aéroport était maintenant résolue et que la construction de cet aéroport avait été considérée comme absolument nécessaire aux intérêts de la communauté nauruane. Dans ces conditions, je voudrais que le Représentant spécial nous dise qui a pris les décisions en ce qui concerne l'aéroport et qui a estimé que sa construction était indispensable. Les terres ont-elles été enlevées aux autochtones malgré leurs protestations?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : L'Autorité administrante a estimé, à bon droit, que l'île avait besoin d'un aéroport. On a considéré qu'il s'agissait d'une nécessité publique, ce qui, selon les dispositions foncières, autorisait l'Administration à acquérir les terrains indispensables. C'est ce qui a été fait il y a quelque temps. La seule question à résoudre était celle de savoir si l'aéroport était ou non nécessaire, et puisqu'une réponse affirmative a été donnée à cette question, le problème des acquisitions de terrains envisagées peut être considéré comme pratiquement résolu. Les propriétaires intéressés ont été avisés de cette décision et les négociations se poursuivent avec le Conseil local de gouvernement et avec le Comité foncier de Nauru. Si des propriétaires de terrains protestent contre l'aliénation de leurs terres, on passera outre à ces protestations puisqu'il s'agit d'une question d'utilité publique.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Si j'ai bien compris la réponse du Représentant spécial, la situation n'a pas changé et les autochtones propriétaires des terrains en question continuent à protester contre l'aliénation de ces terres pour la construction d'un aérodrome. Donc, la décision définitive de l'Administration a été prise sans le consentement des autochtones.

Je voudrais poser alors une autre question : le Représentant spécial a dit qu'il avait été décidé de construire un aérodrome car celui-ci était nécessaire au bien-être de la communauté nauruane. Pourrait-il nous indiquer les éléments dont il a été tenu compte pour décider que l'aérodrome était nécessaire au bien-être des autochtones? Quels sont les avantages pratiques que les Nauruans retireront de la construction de cet aérodrome?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : A l'époque où nous vivons, il est, je crois, généralement reconnu que les communications aériennes sont devenues pour ainsi dire indispensables. L'aérodrome sera utilisé par l'Administration. Quant à la compagnie des phosphates, elle ne l'utilisera qu'en cas d'urgence, car elle continuera de recourir aux méthodes de transport dont elle a fait usage jusqu'à maintenant.

L'existence d'un aérodrome peut être extrêmement précieuse dans certains cas, par exemple lorsqu'un malade grave doit être transporté d'urgence. On peut dire que plusieurs Nauruans doivent déjà la vie aux communications aériennes.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Si j'ai bien compris la réponse du Représentant spécial, l'aérodrome sera utilisé avant tout par l'Administration et par la compagnie des phosphates. Le seul avantage qu'en retirera vraiment la population autochtone résidera dans la possibilité de transporter d'urgence des malades graves soit en Australie, soit dans un autre pays. Dans ces conditions, ne serait-il pas préférable, au lieu de construire un aérodrome de s'assurer la présence dans le Territoire d'un médecin qualifié? Cette solution ne serait-elle pas meilleure du point de vue économique?

J'ai passé maintenant à une autre question : on trouve, dans l'annexe au rapport de l'Autorité administrante, un tableau donnant l'échelle des salaires des employés de l'Administration européens et autochtones. Ce tableau est divisé en deux parties : échelle des salaires des Européens et échelle des salaires des autochtones. Le Représentant spécial pourrait-il nous dire pourquoi il est nécessaire d'avoir deux échelles différentes de traitements pour des employés européens et autochtones au service de l'Administration?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Cette question m'a été posée chaque année et, chaque année, j'ai fait la même réponse; c'est cette réponse que je vais faire une fois de plus.

La différence entre les échelles de traitements correspond à une différence de rendement, une différence dans la qualité du travail, l'expérience et la compétence. Lorsqu'un Nauruan s'avérera posséder la même compétence et le même rendement que les non-autochtones qui occupent actuellement des positions égales à la sienne, il recevra certainement le même traitement que les non-autochtones.

En outre, il est nécessaire d'ajouter, aux traitements payés aux non-autochtones, ce que nous appelons l'allocation d'expatriation; il s'agit d'un montant généralement payé aux personnes qui effectuent un travail à l'étranger. Par exemple, lorsque des employés des Nations Unies, ou même des membres d'une mission de visite se rendent dans un territoire non autonome ou dans un Territoire sous tutelle, les appointements qu'ils reçoivent sont - tout le monde le sait - beaucoup plus élevés que ceux des travailleurs originaires de ce Territoire. En effet, l'employé en mission temporaire a des dépenses exceptionnelles. Le même raisonnement s'applique aux personnes qui s'expatrient pour aller travailler à Nauru soit pour la Compagnie des phosphates, soit pour l'Administration.

M. BENDRYGHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : J'accepte entièrement les principes que le Représentant spécial vient de mentionner au sujet des échelles de traitements des employés de l'Administration, à savoir qu'un traitement égal doit être payé à tous les employés, sans distinction d'origine ni de race, compte tenu de leur travail et de la manière dont ils s'en acquittent. C'est précisément pour cette raison que je m'étais posé la question de savoir pourquoi l'Administration avait prévu deux échelles différentes de traitements et pourquoi ces deux échelles étaient basées, non pas sur les fonctions ou la compétence des employés, mais sur le fait qu'il s'agit soit des Européens, soit des autochtones. Si vraiment il s'agit simplement des fonctions remplies et si aucune différence ne doit être faite lorsque les fonctions remplies sont les mêmes, l'Administration pourrait établir une seule échelle indiquant les diverses fonctions. Quant aux sommes supplémentaires payées soit à titre d'allocation d'expatriation, soit pour des travaux temporaires,

elles ne font pas l'objet d'une échelle de traitements; elles doivent être considérées tout simplement comme des allocations supplémentaires versées aux travailleurs de certaines catégories.

Par conséquent, malgré la réponse du Représentant spécial, je ne vois toujours pas clairement pourquoi il est indispensable d'avoir deux échelles de traitement différentes, deux systèmes différents de traitement de base, puisque le principe est de verser le même traitement pour un travail et une compétence égaux.

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : La question, telle qu'elle est posée maintenant, est la même que celle que le représentant de l'Union soviétique me posait auparavant; ma réponse est la même.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je passe à une autre question. A la page 62 du rapport de l'Autorité administrante, nous trouvons un tableau indiquant les quantités de tabac importées au cours des trois dernières années, c'est-à-dire en 1953 et 1956; pour cette époque, la quantité de tabac importée a augmenté de 600 pour 100. Le Représentant spécial pourrait-il nous indiquer les raisons d'une augmentation aussi considérable de la consommation du tabac dans le Territoire, surtout après les dernières études qui ont été publiées sur cette question par divers auteurs scientifiques?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je ne peux malheureusement donner aucune explication sur le fait que la quantité de tabac et de cigarettes importés a doublé. Il est possible qu'à la fin de l'année mentionnée sur le tableau, de grosses quantités de tabac aient été importées pour l'année entière. Quoi qu'il en soit, je ne peux vraiment donner aucune explication valable de cette augmentation.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je voulais simplement attirer l'attention du Représentant spécial sur le fait qu'il s'agit, non pas d'une augmentation du double, mais d'une augmentation de 600 pour 100, et cela non pas pour une année, mais pour trois années consécutives. En fait, chaque année les importations ont doublé et, en trois ans, elles ont sextuplé.

Je passe à la question suivante. Comme l'indique le rapport de l'Autorité administrante, l'une des maladies qui frappe le plus les habitants du Territoire est la tuberculose. Le Représentant spécial pourrait-il, d'après les renseignements dont il dispose, nous dire l'opinion de l'Administration sur les raisons de cette forte proportion de cas de tuberculose parmi les habitants du Territoire? Cet état de choses serait-il dû à l'alimentation? Ou bien aux poussières soulevées par l'exploitation des phosphates? L'Administration n'a-t-elle fait aucune enquête à ce sujet?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Cette question fait actuellement l'objet d'une étude approfondie. La tuberculose est très répandue - je pense que tout le monde le sait - dans toutes les îles du Pacifique, et non pas seulement à Nauru. Des mesures énergiques sont prises pour lutter contre cette maladie. Dans ma déclaration liminaire, j'ai signalé qu'une équipe médicale spéciale, venant d'Australie, avec tout l'équipement nécessaire, notamment pour les radiographies, est actuellement à Nauru. Cette équipe examinera avec soin toute la population. D'autre part, elle recherchera s'il existe, à Nauru, des conditions spéciales provoquant le développement de la maladie; en même temps, une étude sera faite sur les travailleurs émigrants; l'équipe cherchera à se rendre compte si la maladie n'est pas importée. Toutes les mesures nécessaires seront prises pour protéger la population de Nauru.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je remercie le Représentant spécial pour cette réponse. J'ai quelques questions à poser maintenant au sujet de l'éducation. Ma première question porte sur l'école secondaire existant dans ce Territoire. Les élèves ayant terminé les cours de cette école peuvent-ils, de droit, entrer dans les établissements d'enseignement supérieur? Ou bien, au contraire, le programme de cette école est-il d'un caractère tel que les élèves, à la fin de ce programme, et lorsqu'ils sortent de cette école, n'ont pas le droit d'entrer directement dans les établissements d'enseignement supérieur et doivent faire une préparation supplémentaire?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Cette école secondaire, à Nauru, n'accepte que des élèves devant aller jusqu'au niveau intermédiaire, comme nous l'appelons. En fait, il s'agit pour ces élèves d'atteindre la moitié du niveau permettant d'entrer dans les universités. La raison d'un tel état de choses est que le nombre des Nauruans désireux de dépasser ce niveau intermédiaire est trop peu élevé. L'emploi d'un assez grand nombre de professeurs pour donner à ces quelques élèves un enseignement secondaire complet n'est pas justifié. Pour tourner cette difficulté, l'Administration accorde donc aux Nauruans des bourses d'études s'ils terminent avec succès leurs études intermédiaires. Ils sont alors envoyés en Australie. Toutefois, étant donné que nous disposons maintenant de l'enseignement intermédiaire, les conditions requises pour l'octroi des bourses sont modifiées. Désormais elles ne seront accordées que lorsque les Nauruans auront terminé les cours de l'école secondaire de Nauru. Ils poursuivront ensuite leurs études, en tant que boursiers, en Australie, jusqu'au niveau du baccalauréat. S'ils le passent avec succès, toutes les facilités nécessaires leur seront accordées pour poursuivre des études universitaires.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je ne comprends pas très bien les explications que vient de nous donner le Représentant spécial. Il nous a dit, en effet, qu'il n'y a pas, à Nauru, suffisamment d'étudiants pour justifier la création d'une école secondaire à enseignement complet. Le Représentant spécial pensait-il au nombre des élèves ou à des circonstances particulières ? Je lui serais reconnaissant de préciser sa pensée.

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Nous devons envisager la situation telle qu'elle est. On compte 2.000 Nauruans et, étant donné le nombre des enfants, la création d'une école secondaire conduisant aux études universitaires ne se justifie pas. Jusqu'à présent, la population n'a pas tiré avantage des facilités qui lui étaient offertes dans le domaine de l'enseignement. Il nous faut constater qu'il existe un certain retard. C'est ainsi que, dans l'enseignement primaire, l'âge des élèves dépasse généralement de deux ans celui de la normale.

Le nombre des élèves désireux d'atteindre le niveau intermédiaire a été jugé suffisant pour créer une école secondaire jusqu'au niveau intermédiaire. Toutefois nous avons estimé inutile et coûteux de disposer actuellement, à Nauru, d'un établissement d'enseignement conduisant au baccalauréat. Le nombre des élèves allant au delà du niveau intermédiaire est si restreint que l'Administration pense qu'il est préférable, actuellement, d'envoyer les étudiants en Australie, avec une bourse, pour y terminer leurs études secondaires et pour poursuivre des études supérieures éventuellement. Avec le temps, peut-être qu'un nombre suffisant de Nauruans passeront leurs examens de l'enseignement intermédiaire et exprimeront le désir de poursuivre leurs études jusqu'au baccalauréat. A ce moment là, l'Administration envisagera certainement la création, à Nauru, des établissements d'enseignement nécessaires, au lieu d'envoyer les étudiants en Australie.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques)
(interprétation du russe) : Ce point ne me paraît pas encore très clair. Je ne vois pas, notamment, pourquoi il est logique de créer une école secondaire incomplète qui ne fournit pas un enseignement secondaire complet, et pourquoi il n'est pas logique de créer une école secondaire complète qui donnerait à ceux qui en sortiraient la possibilité d'entrer dans des établissements d'enseignement supérieur. Si le Représentant spécial pense, comme il l'a dit, qu'il y a un certain retard parmi la population scolaire de Nauru, je dois souligner qu'il en est de même dans tous les pays. Je ne crois pas que les Nauruans soient moins aptes aux études que les habitants d'autres îles ou d'autres continents. Peut-être faut-il expliquer la situation par le fait que l'école secondaire incomplète ne confère aucun droit, aucun privilège. Peut-être est-ce la raison pour laquelle la population n'est guère disposée à envoyer les enfants dans cette école. S'il s'agissait d'un établissement secondaire complet, où les enfants pourraient terminer des études secondaires complètes et entrer ensuite dans un établissement d'enseignement supérieur, peut-être serait-il davantage fréquenté. On sait, en effet, que lorsqu'il s'agit de poursuivre des études à l'étranger, il faut se séparer de sa famille, ce qui présente de nombreux inconvénients.

J'en viens à ma dernière question. Il est indiqué, dans le rapport, que le nombre des élèves recevant l'enseignement secondaire est de 61. Or, dans sa déclaration liminaire, le Représentant spécial a mentionné le chiffre de 53. On doit donc se demander les raisons d'une telle réduction.

D'autre part - je passe à un autre aspect de la question - le Représentant spécial a indiqué, hier, que les postes supérieurs dans l'administration des British Phosphate Commissioners, ne sont pas occupés par des autochtones parce qu'il n'existe pas, parmi les autochtones de Nauru, de personnes aptes à remplir ces fonctions. J'ai lu avec attention le rapport de l'Autorité administrante, ainsi que la déclaration liminaire du représentant spécial, mais je n'y ai pas trouvé d'indications concernant le nombre des Nauruans qui, à l'heure actuelle, reçoivent un enseignement supérieur, c'est-à-dire des personnes qui pourraient éventuellement être des candidats aux postes que j'ai mentionnés. Le Représentant spécial pourrait-il nous dire combien de Nauruans suivent des études dans des établissements d'enseignement supérieur d'autres pays puisque, à Nauru, il n'en existe pas ?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : J'ai donné ces renseignements, je crois, dans ma déclaration liminaire. J'ai déclaré :

"A la fin de l'année dont il s'agit, deux Nauruans avaient suivi les cours de médecin auxiliaire à l'école du Centre médical de Suva, aux Iles Fidji, et deux jeunes filles nauruanes ont terminé leurs études d'infirmière et de puériculture à l'Ecole centrale d'infirmières des Iles Fidji. Vingt-deux Nauruans ont reçu un enseignement secondaire en Australie et un Nauruan a suivi les cours d'enseignement secondaire en Nouvelle-Zélande.

"Deux médecins auxiliaires ont été envoyés en Australie au cours de l'année pour des cours de perfectionnement dans des hôpitaux métropolitains.

"Pour compléter ces renseignements, j'ajouterai que, au 31 mai 1957, trente-six Nauruans suivaient les cours d'écoles australiennes. Sur ce nombre, vingt étaient des boursiers de l'Etat et seize des élèves privés. Trois Nauruans suivent les cours de l'Ecole centrale de médecine à Suva; un autre doit passer deux ans dans une école normale d'Australie et un autre reçoit une formation administrative pratique en Australie, le tout en vertu de programmes gouvernementaux. A la fin de 1956, une jeune fille a terminé

un cours de pédagogie de deux ans en Australie et trois autres sont retournées à Nauru après avoir passé un an dans des collèges techniques. Durant les années 1955 et 1956, les étudiants nauruans se trouvant en Australie ont obtenu trois Leaving Certificates, huit Intermediate Certificates et cinq Junior Technical Certificates; trois étudiants nauruans des écoles secondaires ont également obtenu le Junior Technical Certificate." (T/PV.805, p. 57 et 58).

Le nombre total des diplômes attribués aux Nauruans au cours des six dernières années se répartit ainsi : quatre Leaving Certificates, vingt-trois Intermediate Certificates et cinq Junior Technical Certificates. Parmi ceux qui ont obtenu le Leaving Certificate, l'un reçoit une aide pour poursuivre l'étude de la comptabilité, un autre est employé dans l'administration, un troisième est rentré à Nauru pour enseigner dans une école secondaire et, s'il a de réelles dispositions pour être professeur, il retournera en Australie pour suivre des cours, pendant trois ans, dans une école normale afin d'obtenir un Teaching Certificate. J'espère que ces précisions donneront satisfaction au représentant de l'Union soviétique.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : J'ai écouté avec un très vif intérêt la déclaration du Représentant spécial, dans laquelle il a répété ce qui est indiqué dans le rapport, que j'ai également étudié très attentivement; mais je n'ai toujours pas obtenu de réponse à ma question.

Je répéterai mes deux questions car, en réalité, le renseignement que j'ai demandé se divise en deux parties.

La première partie de ma question est la suivante. Dans le rapport de l'Autorité administrante, on déclare que soixante et un élèves fréquentaient l'école secondaire dirigée par l'Administration dans le Territoire. Dans sa déclaration liminaire, le Représentant spécial a parlé de cinquante-trois élèves. La première partie de ma question avait donc pour but d'obtenir une explication de cette diminution du nombre des élèves fréquentant l'école secondaire.

La deuxième partie de ma question concerne un aspect différent du problème. Ni dans le rapport, ni dans les observations du Représentant spécial, ni dans les déclarations qu'il vient de faire, on ne trouve une indication du nombre de Nauruans qui reçoivent actuellement un enseignement supérieur. Je précise que je ne parle pas d'un enseignement secondaire, mais bien d'un enseignement supérieur. Or le Territoire a besoin de spécialistes puisque, à l'heure actuel, aucun poste, que ce soit dans l'Administration ou dans les British Phosphate Commissioners n'est détenu par un autochtone. L'Administration explique ce fait par l'absence de spécialistes qualifiés parmi les autochtones. C'est pourquoi je voudrais savoir combien de Nauruans reçoivent actuellement un enseignement supérieur qui leur permettrait, dans quelques années, de remplir des fonctions spécialisées.

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : L'explication donnée par le directeur de l'école en ce qui concerne la diminution du nombre des élèves suivant les cours de l'école secondaire est que, tout d'abord, plusieurs élèves - malheureusement, le nombre exact n'est pas indiqué - ont quitté l'école pour recevoir un enseignement secondaire en Australie. En second lieu, un certain nombre de ceux qui fréquentaient l'école avaient dépassé de plusieurs années l'âge scolaire normal; ils avaient plus ou moins persévéré pendant plusieurs années, mais pour la plupart très irrégulièrement.

Le directeur de l'école souligne que rien n'empêche un Nauruan d'entrer à l'école secondaire. Il peut passer de l'école primaire à l'école secondaire sans aucun examen. Un grand nombre de ceux qui avaient largement la limite d'âge normale ont pu continuer leurs études à l'école secondaire, mais on a été d'accord, en fin de compte, pour reconnaître qu'ils ne pourraient en tirer aucun bénéfice et ils ont donc quitté l'école.

C'est là que résident les deux raisons de la diminution constatée : certains sont partis poursuivre leurs études secondaires en Australie et d'autres ont abandonné leurs études.

La deuxième question avait pour objet de savoir si des Nauruans suivent actuellement des cours d'enseignement supérieur. La réponse est négative.

M. SALOMON (Haïti) : Tout d'abord, comme je n'ai pas encore eu l'occasion de le faire, qu'il me soit permis de saluer la présence parmi nous de M. Jones, Représentant spécial. Nous sommes persuadés que sa collaboration à nos travaux sera des plus fructueuses.

Nous avons parcouru avec intérêt le rapport de l'Autorité administrante. S'il y avait un regret à exprimer, ce serait que ce rapport n'ait pas fait l'objet d'une distribution plus généreuse qui nous aurait permis d'en faire un examen plus approfondi; une distribution très limitée en a été faite.

J'en viens à mes questions. L'Autorité administrante a fait état des enquêtes qu'elle a menées pour trouver une région où réinstaller la population à l'expiration de l'exploitation des phosphates si le sol ne peut, à ce moment-là, fournir les subsistances nécessaires à la population. Le Représentant spécial peut-il nous dire comment sont menées les enquêtes en vue d'explorer les possibilités de déplacement de la population vers une région donnée et de quels facteurs on tient compte à cette occasion?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Au cours des deux dernières années, des enquêtes ont eu lieu pour rechercher une région appropriée où la population nauruane pourrait être réinstallée si cela devenait nécessaire ou si l'on décidait de lui faire quitter l'île. L'Autorité administrante

a tenu compte du fait que l'on estime nécessaire, en premier lieu, que la superficie de la région où sera réinstallée la population doit être suffisante, non seulement pour répondre aux besoins actuels de la communauté nauruane, mais également pour se prêter, dans un avenir prévisible, à un développement de l'agriculture; elle doit donc être suffisamment irriguée.

En second lieu, l'endroit où la population sera réinstallée devrait être situé à une distance raisonnable des concentrations de population importantes ou des villes dans lesquelles les Nauruans qui, nous l'espérons, seront en fin de compte bien équipés techniquement - et, pour un grand nombre d'entre eux, professionnellement - pourront trouver un emploi.

Tels sont les éléments qui nous ont guidés dans la recherche de cette région. La méthode par laquelle l'Autorité administrante s'est efforcée de trouver une région adéquate a consisté surtout à s'adresser aux administrations de certains territoires du Pacifique, en particulier, au cours des dix-huit derniers mois, le Territoire de Papoua, en Nouvelle-Guinée, où des enquêtes très approfondies ont été menées. Dans l'ensemble, quatorze régions environ, je crois, ont fait l'objet d'une étude. Mais, jusqu'à présent, malheureusement, aucune d'elles n'a été reconnue comme répondant à l'objet que l'on se propose. Toutefois, les enquêtes se poursuivent et nous n'avons pas abandonné l'espoir de trouver, en fin de compte, une région convenable.

M. SALOMON (Haïti) : Ma deuxième question est la suivante. Il a été question de pétitionnaires nauruans qui désiraient, depuis longtemps déjà, rendre visite à des parents dans des Iles du Pacifique. Le Représentant spécial pourrait-il nous dire quels progrès ont été réalisés en vue d'apporter une solution à cette question ?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Au moment où la Mission de visite était Nauru, M. Nucker, Haut-Commissaire des Iles du Pacifique, s'y trouvait lui-même. Il a eu des discussions avec le Chef principal à cet égard. A la suite de ces discussions, le Conseil a examiné les demandes de tous les Nauruans qui voulaient faire ce voyage et a soumis la liste des candidats à l'Administrateur. L'Administrateur entra alors en rapport avec le Haut-Commissaire, qui répondit qu'il serait nécessaire d'obtenir certains renseignements au sujet des candidats, qu'il faudrait notamment savoir leur nombre, quelles personnes ils entendaient voir, combien de temps ils désiraient rester, et s'ils disposaient de fonds suffisants pour payer leur voyage, ainsi que tous les renseignements d'usage en pareilles circonstances.

Cette question fut ensuite renvoyée au Conseil de gouvernement local en octobre 1956. Malgré tous les efforts de l'Administrateur pour obtenir une réponse, il n'en a pas encore reçu. Il essaie encore d'obtenir des Nauruans les renseignements nécessaires, afin que la question puisse enfin être réglée par le Haut-Commissaire des Iles du Pacifique.

M. HAMILTON (Australie) (interprétation de l'anglais) : J'aurais voulu pouvoir répondre un peu plus tôt à ce qu'a dit le représentant d'Haïti au sujet de la distribution du rapport annuel.

La délégation de l'Australie a remarqué que, cette année, un certain nombre de délégations ont estimé que le rapport unique, distribué par le Secrétariat, était peut-être insuffisant. Je ne sais pas si, dans le passé, on distribuait davantage de rapports aux délégations. En tout cas, la délégation de l'Australie a reçu, par voie aérienne, cinquante exemplaires du rapport et en a donné quarante-cinq au Secrétariat. Je crois comprendre que, cette année, un exemplaire a été envoyé par le Secrétariat à chacune des délégations.

Il est évident que le Secrétariat a besoin d'un grand nombre de rapports. Je ne sais pas si ce besoin s'est accru au cours des dernières années. Toutefois, nous avons pris note du fait qu'un grand nombre de délégations estiment avoir besoin de plus d'un exemplaire. En tenant compte des besoins du Secrétariat, nous allons voir s'il est possible d'envoyer à New York, par voie aérienne, d'autres exemplaires du rapport, pour que les délégations puissent chacune en recevoir plus d'un.

M. SALOMON (Haïti) : Je remercie le Représentant spécial des précisions qu'il a bien voulu nous donner. Je désire également remercier le représentant de l'Australie de ses explications. En effet, nous n'avons reçu qu'un seul exemplaire du rapport. Nous sommes persuadés que les dispositions qu'il nous a annoncées nous permettront, à l'avenir, d'être mieux équipés pour étudier ces questions.

Le Représentant spécial pourrait-il nous dire combien il y a, dans le Territoire, d'hommes qualifiés pour aider la population à augmenter le rendement agricole de la région?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : A l'heure actuelle, il n'y a pas d'agronomes dans le Territoire. Des visites ont toutefois été effectuées par des fonctionnaires de l'Administration de la Nouvelle-Guinée. Un groupe d'experts australiens a visité le Territoire il y a environ deux ans pour donner des avis à l'Autorité administrante sur les possibilités en agriculture du Territoire. Cette équipe a fait des recommandations à l'Autorité administrante.

L'Autorité administrante souhaite établir une station agronomique à Nauru pour étudier, dans la mesure du possible, les cultures qu'on peut faire dans le Territoire et les perspectives agricoles de la région. Avant qu'il soit possible d'installer une station agronomique, il est indispensable de trouver un approvisionnement d'eau. La précipitation moyenne est très faible. Il y a eu des périodes de près de deux ans pendant lesquelles il n'a pas plu du tout. On a creusé des puits dans la région côtière, mais toute l'eau recueillie est saumâtre et ne peut convenir à l'agriculture. On se prépare, à l'heure actuelle, à faire des forages au centre même de l'île, dans l'espoir de découvrir une couche d'eau fraîche dans les formations calcaires sous-jacentes. Si l'on réussit et

M. Jones (Représentant spécial)

si l'on trouve de l'eau en quantité suffisante, une station agronomique sera créée. Si l'on ne trouve pas d'approvisionnement d'eau, la première mesure que prendra l'Administration sera d'examiner ce que l'on peut faire dans l'Ile et dans quelle mesure on peut développer l'agriculture sans eau. Cependant, il serait totalement impossible de créer une station agronomique, comme nous espérons le faire, sans approvisionnement d'eau.

M. SALOMON (Haïti) : Le Représentant spécial pourrait-il nous dire l'importance des eaux potables que l'on trouve dans le Territoire ?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : En fait, la quantité d'eau potable est parfaitement suffisante. Toutes les maisons ont des toits métalliques qui recueillent l'eau, ainsi que des citernes, dans lesquelles on peut accumuler une importante quantité d'eau. Après une longue période de sécheresse, les bateaux qui font escale pour charger du phosphate apportent de l'eau. Cette eau est pompée dans des réservoirs que l'on tient toujours pleins, de façon à constituer une réserve en cas de sécheresse.

M. SALOMON (Haïti) : Le rapport ne semble pas contenir de renseignements sur la production d'énergie électrique dans le Territoire. Il n'y a aucun doute qu'il en est produit. Existe-t-il, à ce propos, des installations gérées par l'Administration, ou faut-il comprendre que, seuls, les British Phosphate Commissioners produisent l'énergie électrique ? Dans ce cas, le Représentant spécial pourrait-il nous dire si la population nauruane a manifesté de l'intérêt à bénéficier de l'énergie électrique produite par les British Phosphate Commissioners ?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

L'énergie électrique est fournie par les British Phosphate Commissioners qui ont une usine très importante de distribution d'énergie électrique aux employés de l'Administration. La question de la distribution d'énergie électrique aux habitations des Nauruans a été examinée il y a quelque temps. Des dispositions ont été prises pour alimenter, au commencement, de quatre-vingts à quatre-vingt-dix maisons. L'énergie électrique sera fournie par l'intermédiaire du Conseil de gouvernement local qui jouera en quelque sorte le rôle de distributeur d'électricité à la population. Ce Conseil recevra l'énergie électrique en gros et la répartira aux consommateurs. Les maisons qui devront en bénéficier en premier ont été installées et l'on pense que quatre-vingts d'entre elles seront alimentées au cours des prochains mois.

La question est maintenant de savoir si cette distribution d'énergie électrique pourra être étendue. Elle est actuellement à l'étude. Il est possible que les British Phosphate Commissioners aient à faire des installations complémentaires. Aucune décision n'a encore été prise pour l'avenir.

M. SALOMON (Haïti) : Le Représentant spécial se rappellera qu'au cours de la discussion sur la situation dans le Territoire à la session précédente, certaines distinctions avaient été notées entre les divers éléments de la population, notamment dans le domaine des salaires, dans celui de la durée de la semaine de travail et dans celui des facilités hospitalières. Le Représentant spécial peut-il nous dire si ces distinctions existent encore ou si des mesures ont été prises pour en atténuer ou en supprimer les effets?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Le représentant d'Haïti voudrait-il préciser si sa question porte sur tous les domaines : instruction publique, santé publique, conditions de travail, etc., ou si elle est limitée aux hôpitaux?

M. SALOMON (Haïti) : Je me réfère principalement à la question des salaires payés aux différents groupes de la population ainsi qu'à la durée de la semaine de travail. Ma question portait, en troisième lieu, sur les établissements hospitaliers.

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : En réponse à l'une des questions du représentant de l'Union soviétique, j'ai expliqué que, en ce qui concerne le barème des traitements, les différences proviennent du rendement et de la qualité du travail. Pour ce qui est des salaires payés aux Européens, ils comprennent une indemnité d'expatriation et c'est ce qui explique la différence.

Avec une seule exception, pour un même travail, tous les travailleurs fournissent le même nombre d'heures, qu'il s'agisse des employés de l'Administration ou de ceux des British Phosphate Commissioners. L'exception que je vise ne s'applique pas aux employés de l'Administration. Les autochtones qui travaillent dans les services du gouvernement, où la semaine est de trente-six ou trente-huit heures, ne travaillent pas davantage que cela. Dans le Département des travaux publics de l'Administration, la semaine de travail est de quarante-quatre heures, et cela s'applique aussi bien aux Européens qu'aux Nauruans.

Ce sont les mêmes conditions pour les employés des British Phosphate Commissioners, sauf pour ceux qui se livrent à l'extraction des phosphates. Dans ce domaine, les Nauruans, les Chinois et les habitants venant des îles Gilbert et Ellis ont une semaine de travail de quarante-quatre heures; s'ils font davantage, ils sont payés en heures supplémentaires. Quant aux Européens, ils ont une semaine de quarante heures, après quoi ils sont également payés en heures supplémentaires. Au cours de ma récente visite dans le Territoire, j'ai demandé la raison de cette différence alors que, partout ailleurs, tous les travailleurs ont la même semaine de travail. L'explication qui m'a été donnée, et que je transmets au Conseil, est que, dans les pays où les Européens sont recrutés, la semaine normale de travail est de quarante heures. Par conséquent, sauf dans l'Administration où ils ont parfois une semaine de quarante-quatre heures, les Européens ont normalement une semaine de quarante heures. S'ils voulaient leur imposer en général la semaine de quarante-quatre heures, les British Phosphate Commissioners auraient beaucoup de peine à les recruter. La semaine de quarante-quatre heures pourrait être imposée, mais elle ne l'est pas et tous les travailleurs l'ont le même nombre d'heures, chacun retournant chez soi quand les magasins et les bureaux ferment. Comme je l'ai dit, la seule exception à la règle selon laquelle, pour un même travail, les travailleurs font le même nombre d'heures, est celle des employés des British Phosphate Commissioners.

M. SALOMON (Haïti) : Le rapport signale que certaines restrictions frappent les dépôts de fonds des autochtones et principalement les dépôts de fonds provenant des successions et des redevances sur les phosphates. Le Représentant spécial pourrait-il nous dire ce qui a motivé ces restrictions et comment elles sont appliquées en pratique?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Ce système existe depuis de nombreuses années. Les Nauruans eux-mêmes désirent qu'il y ait un certain contrôle sur les sommes qu'ils perçoivent au titre de redevances afin d'être protégés contre des dépenses injustifiées. Ce contrôle est exercé par le fonctionnaire des affaires nauruanes. Si, pour une raison particulière, un Nauruan désire retirer des sommes plus importantes, il s'adresse à ce fonctionnaire, lui explique la situation et ce fonctionnaire donne l'autorisation nécessaire.

M. HUDDLESTON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :

Je désire tout d'abord souhaiter la bienvenue au Représentant spécial. Plusieurs délégations ayant déjà posé les questions qu'elles désiraient en ce qui concerne tous les aspects du progrès du Territoire, la délégation des Etats-Unis fera de même. Les nombreuses réponses qui ont déjà été données par le Représentant spécial nous ont vivement intéressés et il ne nous restera par conséquent que peu de questions à poser.

Ma première question concerne le progrès politique. Dans sa déclaration liminaire, le Représentant spécial a dit que les délais exigés par le Conseil de gouvernement local pour l'examen des ordonnances étaient dus au fait que les conseillers discutent les dispositions de ces ordonnances avec la population avant de prendre leur décision finale. Cela prouve que même dans une communauté restreinte et homogène comme l'est celle de Nauru, un gouvernement représentatif est nécessaire pour que les affaires publiques soient traitées avec dynamisme et efficacité. Le Représentant spécial pense-t-il qu'il serait possible d'inciter les conseillers à adopter les règles classiques de la représentation gouvernementale afin d'éviter cette consultation de la population au sujet de toutes les questions législatives?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

L'Autorité administrante pense que les membres du Conseil finiront par prendre conscience de leurs responsabilités et que, tout en continuant à soumettre les questions à leurs électeurs, ils prendront un certain nombre de décisions sans suivre cette procédure. Il faudra cependant du temps pour arriver à cette pratique, car la procédure actuelle découle de vieilles traditions. Au temps où existait un Conseil des chefs, la population était invitée à discuter toutes les questions, et parfois il fallait un délai d'une année ou même de deux ans avant qu'une décision puisse être prise. La pratique actuelle n'est qu'une réminiscence de ces temps révolus, mais nous espérons que les conseillers sauront s'adapter aux conditions nouvelles.

M. HUDDLESTON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :

Ma délégation a plusieurs questions à poser dans le domaine économique. Dans le rapport de l'Autorité administrante, nous lisons que les importations ont atteint

877.264 livres sterling, ce qui représente une augmentation de 71.026 livres en une année. Cette augmentation est assez considérable et nous voudrions demander au Représentant spécial s'il peut l'expliquer.

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je n'ai pas étudié cette question dans les détails, mais je pense pouvoir dire que cette augmentation est due à l'importation de machines, de matériel de construction et d'équipement par les British Phosphate Commissioners en vue de la construction d'un deuxième cantilever.

M. HUDDLESTON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Dans sa déclaration liminaire, le Représentant spécial a indiqué que le Conseil de gouvernement local nauruan avait suggéré un accroissement du taux des redevances et que cette proposition était actuellement à l'examen. Pourrions-nous avoir une précision sur les nouveaux taux envisagés?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je n'ai pas de renseignements précis sur les négociations actuellement en cours, mais je puis dire que l'Autorité administrante, qui conseille le peuple nauruan, est d'avis que tout accroissement des taux doit être destiné à servir au fonds d'investissements communautaires à long terme, qui fonctionne au bénéfice de toute la population nauruane.

M. HUDDLESTON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Répondant à des questions du représentant de la Chine et du représentant de la Nouvelle-Zélande, le Représentant spécial a donné des renseignements intéressants en ce qui concerne les redevances budgétaires payées à l'Autorité administrante par les British Phosphate Commissioners. Nous voudrions demander une précision supplémentaire à cet égard. Lorsque le Représentant spécial a déclaré que les Commissioners ne participaient en aucune façon à la fixation des redevances, voulait-il dire que l'Administration peut demander aux Commissioners toute somme que l'Autorité administrante jugerait nécessaire, et que cette somme serait versée par les British Phosphate Commissioners?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Cette interprétation est exacte. Evidemment, si l'on réclamait cinq millions de livres sterling, ou une somme aussi ridicule, aux Commissioners, ceux-ci saisiraient leurs gouvernements respectifs de la question. Mais, en fait, il ne s'agit que d'une question administrative, puisqu'il est prévu que les Phosphate Commissioners doivent assumer les frais de l'administration et que les sommes qui leur sont réclamées sont destinées à couvrir ces frais. Toute demande déraisonnable serait évidemment discutée et ferait l'objet de négociations. Mais, dans la pratique, le budget est établi par l'Administration et approuvé par l'Autorité administrante. Ensuite, on réclame aux Commissioners l'argent nécessaire et ils versent la somme demandée.

M. HUDDLESTON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Dans le domaine social, ma délégation n'a qu'une question à poser. Nous nous heurtons souvent à des difficultés d'interprétation, au sein de ce Conseil, et même les délégués de langue anglaise ont parfois du mal à se comprendre. Ma délégation voudrait demander au Représentant spécial si l'expression "Nauruan basis wage" utilisée dans le rapport annuel correspond aux termes "minimum wage" qui a cours aux Etats-Unis. En d'autres termes, le salaire de base est-il le salaire le plus bas qu'un Nauruan peut gagner?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : C'est exact. Des suppléments sont versés à titre de prime, pour diverses raisons.

M. HUDDLESTON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Voici maintenant une question qui concerne le progrès de l'instruction. Le Représentant spécial a dit, dans sa déclaration liminaire, que les conditions d'attribution de bourses scolaires avaient été modifiées. Il a précisé que l'âge limite avait passé de 15 ans à 18 ans, étant entendu que cet âge limite serait abaissé d'une année pour chaque période de deux ans à venir. Ma délégation voudrait une précision à cet égard. Cette limite d'âge est-elle une limite maximum ou une limite minimum? De plus, pour quelles raisons a-t-on procédé à cette revision des conditions d'attribution de bourses?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Comme le Conseil le sait, l'Autorité administrante avait l'habitude d'accorder des bourses à des Nauruans devant suivre des cours secondaires en Australie. Avant la construction d'une école secondaire à Nauru, des bourses étaient accordées à des Nauruans qui avaient terminé leurs études primaires et qui étaient par conséquent prêts à entamer des études secondaires correspondant au niveau ayant cours en Australie. Ainsi, d'assez nombreux Nauruans suivaient des cours en Australie et, maintenant qu'une école nouvelle a été construite dans l'île, bien des Nauruans qui sont en Australie grâce à une bourse pourraient suivre l'école à Nauru. C'est pourquoi il a été décidé de relever la limite d'âge et de prévoir que des bourses ne seraient accordées qu'aux Nauruans ayant atteint le niveau que l'on désigne, en Australie, par les mots "intermediate level".

La raison pour laquelle il est permis à l'élève nauruan de prolonger d'environ deux ans la fréquentation des classes pour atteindre le degré intermédiaire est que, jusqu'à présent, il y a eu des difficultés linguistiques pour le Nauruan; il avait à apprendre l'anglais et cela le retardait dans une certaine mesure. En ce moment, le Département de l'instruction publique s'efforce d'aider les Nauruans à comprendre l'anglais. Comme l'a dit le représentant de l'UNESCO, cette situation a eu des répercussions dans les premières classes des écoles primaires. Mais nous devons reconnaître que les répercussions n'ont pas encore atteint les dernières classes de l'enseignement primaire ni les écoles secondaires. Voilà pourquoi nous avons élevé l'âge et pourquoi nous avons mis la condition que les élèves suivent les cours d'une école intermédiaire. Nous espérons que les efforts déployés pour élever le niveau de l'enseignement aboutiront, dans deux ans, à rendre possible aux élèves d'entrer à l'école secondaire à la fin des deux années de classe intermédiaire.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Avant de donner la parole à l'orateur suivant, je demande au Sous-Secrétaire de donner une explication qu'il tient à fournir au Conseil.

M. COHEN (Sous-Secrétaire du Département chargé des affaires de la tutelle) (interprétation de l'anglais) : La question de la distribution des exemplaires du rapport annuel de l'Autorité administrante a été soulevée au cours de l'échange actuel de questions et réponses.

Je tiens à signaler que nous avons reçu cette année quarante-cinq exemplaires de ce rapport fournis par la délégation australienne; voici comment ces exemplaires ont été distribués : treize aux délégations, huit aux institutions spécialisées, dix aux services techniques (interprètes, traducteurs, services de presse du Secrétariat), deux à la Bibliothèque qui les met à la disposition des personnes qui ne reçoivent pas automatiquement le rapport, quatre pour l'usage du Département de la tutelle (c'est-à-dire des fonctionnaires qui s'occupent de toutes ces questions de tutelle). Il ne nous restait donc que huit exemplaires; cela ne nous permettait pas même de faire parvenir deux exemplaires à chaque délégation.

Je voudrais rappeler au représentant de l'Australie que, conformément à l'article 73 du règlement intérieur du Conseil, 400 exemplaires du rapport annuel doivent être fournis au Secrétariat et que des exemplaires supplémentaires doivent être envoyés directement par l'Autorité administrante aux membres du Conseil de tutelle. Dans de pareilles conditions, c'est-à-dire lorsque nous recevons le nombre d'exemplaires spécifiés à l'article 73, nous pouvons mettre à la disposition de chaque délégation autant d'exemplaires qu'elle en désire et nous pouvons en outre fournir des exemplaires aux bibliothèques et aux divers services - ce que nous ne pouvons pas faire aujourd'hui, parce qu'il est difficile - et nous le comprenons - à l'Autorité administrante d'expédier en temps voulu le nombre important d'exemplaires prévus par le règlement intérieur.

Je vous remercie, Monsieur le Président, de m'avoir permis de faire cette déclaration afin de préciser pourquoi le Secrétariat n'a pu mieux faire en l'espèce; il n'y a là rien qui soit de la faute du Secrétariat.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donne la parole au représentant de l'Australie; cependant, je ne désire pas que la question soit discutée en ce moment; nous la reprendrons plus tard.

M. HAMILTON (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je voulais simplement remercier le Sous-Secrétaire des explications qu'il vient de fournir au Conseil; ce dernier comprendra mieux maintenant la situation dans laquelle se trouve l'Autorité administrante. Les cinquante exemplaires qui ont été fournis jusqu'à présent aux délégations suffisaient à faire face aux besoins de la distribution effectuée dans le passé; il semble qu'ils ne suffisent plus maintenant. C'est pourquoi j'ai signalé au Conseil que l'Autorité administrante recherche s'il lui est possible d'augmenter le nombre d'exemplaires à mettre à la disposition du Conseil.

M. RIFAI (Syrie) (interprétation de l'anglais) : La plupart des questions que je désirais poser l'ont été par d'autres délégations. Cependant, il m'en reste un certain nombre que je tiens à poser au Représentant spécial. Je saisis cette occasion pour lui souhaiter la bienvenue parmi nous.

Ma première question concerne la participation d'une délégation nauruane à la troisième Conférence du Pacifique sud, qui s'est tenue à Suva, dans les îles Fidji, en avril et mai 1956. Je voudrais demander au Représentant spécial si des questions sociales et économiques relatives à Nauru ont été discutées à cette Conférence, de quelle manière les représentants nauruans ont participé aux travaux de la Conférence. Ce voyage de la délégation nauruane a-t-il bénéficié à ces autochtones en leur permettant de prendre part aux délibérations de la Conférence? Ce n'est probablement pas la première fois qu'ils ont assisté à cette Conférence; ils l'ont déjà fait dans le passé. Je voudrais savoir si les Nauruans ont retiré de cette participation un avantage quelconque en ce qui concerne les problèmes du Territoire.

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Pour ce qui est d'un avantage direct pour la population de Nauru, je dirai que non; la délégation nauruane a participé aux délibérations; si mes souvenirs sont exacts, l'un des membres de cette délégation a préparé ou aidé à préparer un document sur une question sociale. Le principal avantage de l'envoi de cette délégation nauruane est qu'un groupe de Nauruans a eu déjà deux fois l'occasion de rencontrer d'autres personnes, d'écouter les discussions, de se rendre compte de ce qui se passait dans les autres territoires du Pacifique et d'établir des relations amicales avec les populations d'autres territoires du Pacifique. Je pense que cela leur a été très utile. Personnellement, je sais que, deux fois, lorsque les délégués sont rentrés de la conférence, ils ont, non pas prononcé des discours officiels devant la population nauruane, mais parlé de leurs expériences, de leurs découvertes, des gens qu'ils avaient rencontrés, de la manière dont on vit dans les autres pays; cela s'est plus ou moins répandu dans l'île de Nauru et a permis au peuple nauruan de mieux comprendre les habitants des autres îles du Pacifique.

M. RIFAI (Syrie) (interprétation de l'anglais) : En posant cette question, je pensais à l'avenir des Nauruans et à leur réinstallation. Je me demandais si cette délégation nauruane n'avait pas profité de l'occasion pour chercher quelles sont les possibilités de réinstallation dans la région du Pacifique, pour discuter de la question avec les collègues venus des autres îles du Pacifique. Je serais heureux si le Représentant spécial pouvait me donner des renseignements sur ce point.

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je ne sais pas du tout si la délégation nauruane a discuté la question de la réinstallation des Nauruans avec les autres délégués à la Conférence; je suis sûr, cependant, qu'ils se sont formé des idées sur les endroits où, d'une manière générale, ils aimeraient aller vivre; mais je ne crois pas qu'il y ait eu des discussions officielles sur ce point.

M. RIFAI (Syrie) (interprétation de l'anglais) : Je m'excuse de poser des questions sur le progrès économique en même temps que d'autres questions sur le progrès politique; je n'ai pas classé mes questions par domaines.

Je passe maintenant à une question découlant d'une déclaration faite par le Représentant spécial, d'après laquelle le Conseil nauruan aurait constitué un Comité pour étudier la possibilité de développer l'industrie de la pêche au Territoire. Je voudrais savoir, en premier lieu, si ce Comité a fait oeuvre quelconque jusqu'à présent et s'il est aidé par des experts techniques dans ce domaine. Ma délégation estime que les Nauruans ou ce Comité ne peuvent pas, à eux seuls, étudier les possibilités qui s'ouvrent à l'industrie de la pêche dans le Territoire; ils ne peuvent pas le faire sans l'assistance de quelques experts; le Représentant spécial pourrait-il nous donner quelques renseignements sur ce point?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : En fait, il n'y a pas d'experts à Nauru dans ce domaine. L'Administrateur est membre du Comité, bien qu'il ne soit que conseiller en théorie. La plupart des études entreprises sont relatives à la réfrigération et à l'équipement de pêche; elles sont poursuivies par l'Administrateur lui-même, avec des experts, en Australie. D'après une conversation que j'ai eue récemment avec l'Administrateur, il semble qu'ils demanderont l'assistance de la Commission du Pacifique sud. M. van Pell est expert en pêcheries et il a récemment donné des cours à Nouméa. Ses conseils seront certainement recherchés pour ce projet particulier.

M. RIFAI (Syrie) (interprétation de l'anglais) : Dans le document de travail préparé par le Secrétariat, il est déclaré que l'Administrateur peut agir à l'encontre d'un avis du Conseil pour toute question qui, à son sens, justifie une telle manière de faire. Je voudrais savoir quelles sont ces justifications, selon l'opinion du Représentant spécial. Découlent-elles uniquement de l'autorité de l'Administrateur en tant que tel ou dérivent-elles du fait qu'il existe certaines lois dans le Territoire qui précisent qu'en telle et telle occasion il peut refuser de suivre les avis du Conseil ? Je voudrais savoir s'il y a des critères établis ou si l'Administrateur agit simplement selon son propre jugement.

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Tout d'abord, si une suggestion ou une proposition du Conseil allait à l'encontre d'une loi du Territoire, ce serait une raison pour l'Administrateur de refuser de l'accepter. En outre, en tant qu'Administrateur, il représente l'Autorité administrante et il peut recourir à son jugement pour toute question qui lui est soumise et pour laquelle il estime devoir opposer un veto. Je crois avoir déjà expliqué ici-même que la pratique habituelle pour les conseillers est de discuter toutes les questions concernant les règlements avec l'Administrateur. Tous les problèmes de cette nature sont examinés officieusement avant d'être officiellement présentés. Jusqu'à présent, l'Administrateur n'a pas eu l'occasion de rejeter une proposition présentée officiellement par le Conseil. S'il devait le faire, il informerait en temps opportun le Ministre de sa décision.

M. RIFAI (Syrie) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais maintenant poser une question concernant le budget du Territoire. Nous savons que le budget est fourni par les British Phosphate Commissioners. Ils garantissent le budget du Territoire après sa préparation par l'Administration. Le Représentant spécial pourrait-il nous dire si les British Phosphate Commissioners exigent de l'Administration l'indication de tous les détails du budget avant de fournir les fonds ? D'autre part, l'Autorité administrante ne juge-t-elle pas plus ou moins suffisant de leur faire connaître la somme totale dont a besoin le Territoire et refuse-t-elle de fournir tout détail sur le budget ? Il nous semble - et je crois que cette opinion a été exprimée l'an dernier par la Mission de visite - qu'on peut craindre que si les British Phosphate Commissioners n'approuvent pas certains postes budgétaires, ils ne refusent de fournir les fonds nécessaires aux fins indiquées. Le Représentant spécial pourrait-il nous donner des explications sur ce point ?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Ainsi que je l'ai déjà indiqué, le budget n'est pas discuté avec les British Phosphate Commissioners. Prenons le cas du nouvel hôpital qui a récemment été achevé. L'Autorité administrante avait décidé qu'elle voulait un nouvel hôpital. La question était de savoir qui le construirait. Le problème a été examiné avec les British Phosphate Commissioners à qui l'Autorité administrante a demandé s'ils étaient en mesure de construire cet hôpital. Des plans ont été fournis. Il s'agissait de déterminer si les British Phosphate Commissioners avaient les moyens d'ériger l'hôpital. S'ils avaient répondu négativement, l'Autorité administrante aurait dû recourir à ses services de travaux publics, comme le cas se présente souvent. Toutefois, lorsque nous pouvons obtenir que les British Phosphate Commissioners se chargent de certains travaux publics, nous en sommes satisfaits. S'ils ne s'en chargent pas, cela ne signifie pas que nous ne donnons pas suite à nos projets. Nous utilisons alors nos propres ressources, mais nous préférons avoir recours aux leurs. Dans une telle occasion, on s'adresse aux British Phosphate Commissioners pour un projet donné et non pour le budget dans son ensemble.

M. RIFAI (Syrie) (interprétation de l'anglais) : Je vois, dans le document de travail préparé par le Secrétariat, que, selon les propositions des Nauruans présentées au Conseil nauruan, celui-ci achèterait l'électricité en gros et la revendrait au détail aux consommateurs dans le Territoire. Cette mesure est-elle destinée à fournir certaines recettes au Conseil nauruan pour ses propres activités ? Y a-t-il là seulement une intention d'ordre financier ou faut-il rechercher d'autres intentions dans une telle décision ?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Il y a deux raisons principales pour lesquelles le Conseil de gouvernement local sera appelé à agir comme agent de distribution, s'il m'est permis d'employer ce terme. D'une part, nous pensons que ce serait là la méthode la plus efficace. D'autre part, on confierait ainsi une certaine responsabilité au Conseil de gouvernement local et on lui permettrait d'acquérir quelque expérience dans les questions relatives à l'administration locale. L'usage est de charger les conseils locaux de la distribution d'énergie électrique et nous avons pensé que ce serait là une excellente occasion de donner au Conseil de gouvernement local une expérience de la gestion municipale. L'intention n'est pas de lui faire réaliser un bénéfice, mais on pense, bien entendu, que tous les frais seront couverts et qu'il y aura, à la fin de chaque année, une petite marge bénéficiaire en sa faveur.

M. RIFAI (Syrie) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais maintenant poser une question concernant l'avenir de la population de Nauru. Dans sa déclaration, le Représentant spécial nous a dit que, jusqu'à présent, il n'existait aucune opinion homogène parmi les Nauruans en faveur d'une méthode ou d'une autre pour leur réinstallation. Le Représentant spécial pourrait-il nous donner des détails au sujet de certains courants d'opinions qui pourraient se dégager parmi la population nauruane quant à son avenir? S'il ne désire pas répondre à cette question, je n'insisterai pas.

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je crois avoir indiqué qu'il m'avait été donné de rencontrer les conseillers au cours d'une réunion officielle tenue chez l'Administrateur. Cette réunion nous a permis de parler de la situation générale. On a demandé à chaque conseiller quelle était l'opinion de la population qu'il représente. Leurs réponses ont été tellement différentes qu'il est impossible de dire s'il existe une majorité - même faible - en faveur d'une méthode ou d'une autre. Certains désirent conserver leur identité en tant que collectivité séparée. D'autres disent qu'ils sont tout disposés à se rendre dans une autre région, quelle qu'elle soit, pourvu que l'on subviennne plus ou moins à leurs besoins et que la possibilité leur soit donnée d'y recommencer leur vie.

Quelques personnes âgées ont déclaré qu'elles préféreraient rester à Nauru parce qu'elles seraient mortes avant que les phosphates soient épuisés.

Chez les jeunes, il y a, de toute évidence, un sentiment très net que l'avenir n'est pas à Nauru, qu'avec l'amélioration du niveau de vie et des services éducatifs, ils doivent rechercher de nouveaux horizons, sans se soucier des phosphates, qu'ils ne peuvent progresser en restant à Nauru et qu'ils doivent aller ailleurs. C'est là l'opinion qui se cristallise parmi la jeune génération et que l'on peut surtout constater chez ceux qui ont fait des études outre-mer et qui sont revenus dans le Territoire.

L'Administrateur a déclaré qu'au cours des réunions qu'il avait eues précédemment avec les conseillers sur le même sujet, il lui avait été impossible de dégager la moindre opinion, tant les avis étaient différents.

J'ajouterai qu'en dépit de cette situation, l'Autorité administrante n'en a pas moins l'intention de poursuivre ses enquêtes pour essayer de trouver une région convenable qui pourra être mise à la disposition des Nauruans s'ils désirent s'y fixer. Nous n'entendons pas ralentir nos efforts en ce sens pour la simple raison que la population elle-même n'est pas encore parvenue à une décision.

M. RIFAI (Syrie) (interprétation de l'anglais) : Ma question suivante est relative à l'enseignement. Le Représentant spécial l'a déjà traitée en partie en répondant à une question du représentant de l'Union soviétique. Mais elle présente un autre aspect sur lequel je voudrais attirer l'attention. Il s'agit des bourses d'études et de la revision des conditions d'attribution de ces bourses. Le Représentant spécial a déclaré au Conseil, il y a quelques jours, que la limite d'âge était de quinze ans, mais qu'elle avait été portée à dix-huit ans. Il a indiqué que la raison de ce changement était qu'il y a maintenant un enseignement intermédiaire dans le Territoire. Cependant, il a ajouté que cette limite d'âge serait diminuée d'une année pour chacune des deux années à venir. Je ne comprends pas cette disposition. Signifie-t-elle que, dans une période de trois ans, l'âge limite sera à nouveau ramené à quinze ans et, si tel est le cas, quel est l'objet de cette modification temporaire de l'âge limite?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : L'âge limite, tel que je le comprends, est l'âge limite maximum actuellement. En raison du retard dont j'ai déjà parlé, l'une des conditions que nous avons fixée est que les étudiants doivent avoir passé avec succès l'examen intermédiaire avant de quitter Nauru. Ce qui signifie que certains d'entre eux pourront avoir dix-huit ans cette année, au moment où ils obtiendront l'Intermediate Certificate à Nauru; cela ne les empêchera pas de se rendre en Australie cette année. Mais, l'année prochaine, l'âge fixé sera de dix-sept ans, parce que nous estimons qu'il y aura une amélioration à cet égard et que les élèves seront à même de passer l'examen intermédiaire à dix-sept ans. L'année suivante, il y aura une nouvelle amélioration et les élèves pourront passer l'examen à seize ans. Il s'agit également d'un encouragement donné aux Nauruans pour les inciter à travailler avec plus d'ardeur pour obtenir une bourse.

M. RIFAI (Syrie) (interprétation de l'anglais) : Je demanderai au Représentant spécial de bien vouloir se reporter aux annexes statistiques qui figurent à la page 44 du rapport. Je ne sais si j'ai bien interprété ces tableaux, mais je voudrais obtenir des renseignements à propos de la première annexe relative à la population. Nous constatons qu'en 1954-55, le chiffre de la population était de 1.935 et qu'en 1955-56, il avait augmenté de 41, étant passé, selon ce tableau, à 1.976.

Dans le second tableau, qui concerne les naissances et les décès dans le Territoire, il est indiqué qu'il y a eu, en 1954-55, 109 naissances et 10 décès parmi les Nauruans, et, en 1955-56, 113 naissances et 10 décès. Il semble y avoir là une contradiction, car le deuxième tableau amènerait à conclure que l'augmentation de la population a été de 103 au cours de l'année 1955-56, alors que le premier tableau fait ressortir une augmentation de 41 seulement.

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : J'ai moi-même remarqué la différence existant entre les deux tableaux de l'annexe I. L'enquête à laquelle je me suis livré m'a permis d'établir la raison de cette contradiction. Jusqu'au recensement de juin 1956, ce recensement était assuré par les Nauruans et il n'était pas aussi précis qu'il aurait pu être. En juin 1956, l'Administration a décidé que le recensement serait plus ou moins contrôlé, afin d'obtenir des données exactes. Au cours des années précédentes, un certain nombre de personnes originaires des îles Gilbert-et-Ellice, qui vivaient à Nauru et qui avaient épousé des Nauruans, ainsi que d'autres qui avaient reçu l'autorisation d'y séjourner, avaient été comprises dans le recensement. Le résultat avait été que, pour une année, en particulier, l'augmentation indiquée dans nos tableaux n'était pas exacte. En fait, l'Administration est allée jusqu'à dire qu'à son avis les chiffres de l'année précédente ne pouvaient être considérés que comme approximatifs.

Le second tableau fait ressortir une augmentation de 103, si l'on soustrait le nombre des décès de celui des naissances pour l'année 1955-56. Ce tableau, par conséquent, donne un chiffre plus précis et c'est de ce tableau qu'il faut tenir compte.

A l'avenir, les seuls chiffres précis sur lesquels on pourra se fonder sont ceux que nous avons donnés cette année, les chiffres pour 1956.

En ce qui concerne cette question des chiffres de la population, le tableau B, qui figure à la page 47 du rapport, indique que 69 Nauruans étaient absents au 30 juin. Dans une autre partie du rapport, le nombre des absents n'est que de 42. Je le signale afin de préciser la situation à cet égard et, peut-être, d'éviter d'autres questions sur ce sujet. Ce chiffre de 69 absents comprend 42 étudiants - ce sont les 42 que j'ai mentionnés par ailleurs - auxquels s'ajoutent 4 Nauruans à Dara (Papoua), où ils travaillent comme missionnaires, 6 au Samoa-Occidental, 2 en Australie, une infirmière aux Fidji, qui a terminé ses cours mais qui est à l'hôpital, et 16 visiteurs aux îles Gilbert-et-Ellice. Cela explique la contradiction relevée dans les deux autres tableaux.

La séance, suspendue à 16 h. 15, est reprise à 16 h. 30.

M. KOCIANCICH (Italie) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais tout d'abord souhaiter la bienvenue au Représentant spécial, M. Jones.

Ma première question a trait au travail du Conseil de gouvernement local de Nauru. Plusieurs orateurs, et, parmi eux, le Représentant spécial dans sa déclaration liminaire, ont déjà souligné le retard dans l'examen par le Conseil de gouvernement local, des ordonnances qui lui sont soumises. Il semblerait maintenant que ce retard est dû surtout au mécanisme de travail du Conseil, en vertu duquel les représentants au Conseil renvoient les questions à l'étude à leurs électeurs pour connaître leurs vues à leur sujet. Les membres du Conseil de gouvernement local, une fois élus, ont-ils un mandat suffisamment large pour leur permettre de trancher toutes les questions qui leur sont soumises? L'Autorité administrante a-t-elle attiré l'attention du Conseil de gouvernement local sur les désavantages sérieux qui pourraient résulter d'une procédure aussi compliquée?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Le Conseil de gouvernement local a le pouvoir, en vertu de l'Ordonnance du Conseil de gouvernement local, de prendre des décisions sans en référer à ses électeurs. Quant aux retards qui se produisent dans l'examen par le Conseil de gouvernement local des diverses décisions et ordonnances qui lui sont soumises, les désavantages de ces retards et les avantages résultant d'une action rapide ont déjà été expliqués de temps à autre. L'Administrateur insiste régulièrement, lors des réunions mensuelles, sur la nécessité d'activer les travaux.

M. KOCIANCICH (Italie) (interprétation de l'anglais) : Ma seconde question porte sur le statut des habitants. Je vois à la page 11 du rapport que la participation à la communauté nauruane peut être donnée à tout immigrant indigène par le Conseil de gouvernement local, dans certaines conditions. Je crois que le Représentant spécial a déjà répondu en partie sur ce point à la suite d'une question que lui avait posée hier le représentant de la France. J'ai cru comprendre qu'un immigrant indigène est un immigrant d'autres îles du Pacifique. Je voudrais savoir si l'on entend par d'autres îles du Pacifique les îles sous administration australienne seulement ou toutes les îles du Pacifique.

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Il s'agit de toutes les Iles du Pacifique.

M. KOCIANCICH (Italie) (interprétation de l'anglais) : Je désire encore poser une question sur le problème de la réinstallation. Ce sujet a déjà été discuté hier et aujourd'hui au Conseil. Le Conseil se rappellera que, lorsque la Mission de visite était à Nauru l'année dernière, elle a été informée qu'une opinion avait été exprimée au Conseil de gouvernement local, suivant laquelle la population entière de Nauru pourrait être réinstallée sur le continent australien. Si je ne me trompe, M. Jones nous a dit l'année dernière, lorsque la question a été discutée ici, qu'une enquête serait faite par l'Autorité administrante afin de voir si cette opinion était largement partagée par la population locale et par le Conseil de gouvernement local. En répondant à une question du représentant de la Syrie, M. Jones a déclaré que cette opinion - opinion selon laquelle toute la population devrait être réinstallée sur le continent australien - ne prévaut pas plus que d'autres opinions dans l'île.

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Il en est ainsi.

M. KOCIANCICH (Italie) (interprétation de l'anglais) : Ma dernière question porte sur le domaine social. Nous voyons dans le rapport annuel que tout contrat d'emploi ou de travail à Nauru tient compte des dispositions de la Chinese and Native Labour Ordinance (1922-1953). Ceci signifie-t-il que les travailleurs européens à Nauru sont également soumis aux dispositions de cette ordonnance, ou existe-t-il d'autres ordonnances qui les régissent?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : L'ordonnance dont il est question s'applique uniquement aux travailleurs chinois et aux travailleurs des Iles Gilbert et Ellice ainsi qu'aux Nauruans. Tous les autres travailleurs sont soumis à des conventions qu'ils passent soient avec le British Phosphate Commissioners, soit avec l'Autorité administrante.

Sir Andrew COHEN (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : J'ai une ou deux questions à poser sur le Conseil de gouvernement local.

Tout d'abord, je me référerai à une déclaration qui figure à la page 14 du rapport annuel où il est dit que le Conseil de gouvernement local a adopté une réglementation établissant des comités permanents et autres pour s'occuper des questions de finances, de travaux publics, de législation, etc. Le Représentant spécial pourrait-il fournir au Conseil des renseignements complémentaires sur l'efficacité du travail de ces comités et l'étendue de leurs fonctions?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Jusqu'à présent, un seul comité a été créé. Il a pour tâche de s'occuper du règlement du Conseil et de ses méthodes de travail. Je ne crois pas qu'il se soit déjà réuni. Bien que l'Administrateur ait suggéré que le Conseil de gouvernement local crée d'autres comités et qu'il ait donné des indications sur les fonctions qui pourraient leur être confiées, le Conseil n'a rien fait à cet égard. On peut donc dire qu'aucune mesure n'a vraiment été prise en la matière.

Sir Andrew COHEN (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Ma deuxième question se réfère à l'impôt immobilier. Je vois que le Conseil de gouvernement local a accepté un amendement à une ordonnance qui lui donne le pouvoir d'établir un impôt immobilier. Cet amendement n'a pas encore été promulgué. Le Représentant spécial pourrait-il nous donner des renseignements sur le système dont il s'agit?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Le Conseil n'a encore pris aucune mesure à cet égard. Là encore, l'Administrateur a fait des suggestions sur la façon dont l'impôt immobilier ou les autres taxes pourraient être appliqués; mais aucune décision n'a encore été prise par le Conseil de gouvernement local.

Sir Andrew COHEN (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Ma troisième question est d'ordre plutôt général. Le Représentant spécial pourrait-il nous dire quelque chose au sujet du rôle du Conseil de gouvernement local au cours des dernières années? Est-ce que ce Conseil répond aux espérances qu'il avait éveillées?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Non, le Conseil n'a pas répondu aux espoirs que l'Autorité administrante avait placés en lui lorsqu'il a été créé. Comme je l'ai dit dans ma déclaration liminaire, le nouveau Conseil de gouvernement local, comme son prédécesseur, semble ne pas vouloir se servir de l'autorité qui lui a été conférée. Ce Conseil passe un temps considérable à examiner les ordonnances qui lui sont soumises; il a parfois fait des suggestions auxquelles une suite a été donnée. Cependant, on peut dire que, malgré les efforts de l'Administrateur pour inciter le Conseil à user de son autorité, à en juger par son travail actuel, il faudra bien des années avant que le Conseil devienne un organisme efficace.

Sir Andrew COHEN (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Ma question suivante porte sur le progrès économique, et particulièrement sur la Société coopérative de Nauru. Au paragraphe 94 de son rapport, la Mission de visite de 1956 indique que les services d'un homme expérimenté seraient nécessaires pour que cette société devienne une coopérative en fait comme elle l'est en titre. La Mission de visite estimait que cette société devrait devenir un organisme de crédit et de développement destiné à aider au progrès économique du Territoire. A-t-il été possible de prendre des mesures dans ce sens au cours de l'année dernière?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : L'année dernière, j'ai dit au Conseil que l'Autorité administrante pensait que le prétendu magasin coopératif devrait travailler davantage comme une coopérative et répondre au but habituel d'une coopérative. A cette fin, il avait été décidé qu'un des membres du personnel supérieur de la coopérative serait envoyé à l'école spéciale de Nouvelle-Guinée pour y suivre un cours complet. Malheureusement, la personne qui avait été choisie a subi une condamnation et a été renvoyée de la coopérative. On se préoccupe maintenant d'en désigner une autre. Lorsque celle-ci aura été formée, elle reviendra dans le Territoire pour en former d'autres, de sorte que, finalement, ce magasin fonctionnera vraiment comme une coopérative.

Sir Andrew COHEN (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Je passe maintenant au domaine du progrès social et du progrès de l'enseignement. Ma première question se rapporte à l'observation que l'on trouve au paragraphe 127 du rapport de la Mission de visite et selon laquelle le programme de formation technique dans les cours d'adultes, qui avait été élaboré en 1955, n'a pas été mis en application en raison du nombre trop faible d'inscriptions. Dans ce domaine, comme dans beaucoup d'autres, il est évident que, si l'on peut conduire un cheval à l'abreuvoir, on ne peut pas l'obliger à boire. Je voudrais cependant savoir s'il a été possible de noter un progrès à cet égard depuis que la Mission de visite a fait l'observation que je viens de citer.

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : En ce qui concerne l'enseignement technique, un cours est donné aux apprentis. On leur apprend l'anglais commercial et diverses matières relatives aux affaires. Ce cours a connu un très grand succès. Il a été suivi régulièrement par cinquante à soixante-dix élèves. Il y a en outre un cours élémentaire de comptabilité qui a eu également un certain succès. Toutefois, on s'est rendu compte récemment qu'il dépassait les connaissances des Nauruans moyens en anglais. Ce cours a été plus ou moins abandonné, les étudiants - je ne réfère évidemment aux adultes - suivant un cours spécial d'anglais.

Le programme de l'école secondaire comprend des cours techniques. En outre, il y a des cours commerciaux du soir ainsi que des cours d'ébénisterie, d'économie domestique, etc. Le corps enseignant de cette école a été renforcé pour ces cours.

Sir Andrew COHEN (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Ma question suivante porte sur la partie du rapport annuel qui a trait à l'hygiène publique et se trouve à la page 29 de ce rapport. Le Représentant spécial peut-il nous dire si l'amélioration du logement d'un Nauruan fait partie du programme d'hygiène publique et si l'on a pu faire des progrès dans ce domaine? Y a-t-il un problème qui appelle et réçoive l'attention?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Le problème du logement n'a rien à voir avec le programme d'hygiène publique, bien que celui-ci ait permis de procurer aux Nauruans des maisons plus modernes que celles qu'ils avaient précédemment.

De nombreuses maisons ont été détruites pendant la guerre, et l'Administration les a fait rebâtir. Il est bien évident qu'il en est résulté une amélioration de l'hygiène publique. On a constaté, en outre, que depuis quelques années les Nauruans eux-mêmes s'intéressent davantage aux questions d'hygiène publique générale, comme par exemple à l'aménagement des alentours de leur habitation.

Sir Andrew COHEN (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : A la page 29 du rapport, il est aussi question des soins à la mère et à l'enfant. On constate que des progrès satisfaisants ont été réalisés dans ce domaine. Le Représentant spécial peut-il nous dire si les facilités existant actuellement permettent de faire face à tous les besoins?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je puis répondre affirmativement. Les services qui fonctionnent actuellement permettent de répondre à tous les besoins et la population nauruane ne se fait pas faute de les utiliser.

Sir Andrew COHEN (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Je n'ai aucune question à poser en ce qui concerne le progrès de l'instruction, car le rapport donne à cet égard des renseignements très complets.

Je voudrais remercier le Représentant spécial pour les réponses très claires qu'il m'a données, ainsi que pour les renseignements nombreux qu'il a apportés dans sa déclaration liminaire et en réponse aux questions posées par d'autres délégations.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Je ne poserai aujourd'hui que des questions relatives au progrès politique, en me réservant le droit de poser au cours d'une prochaine séance des questions relatives au domaine économique et social ainsi qu'à celui de l'enseignement.

Aujourd'hui, ma première question portera sur le statut des habitants de l'île. Des renseignements ont déjà été demandés, à cet égard, par les représentants de l'Italie et de la France. Je voudrais cependant souligner un aspect du problème qui me semble important.

A la page 11 du rapport, nous lisons que la version finale d'une ordonnance concernant la définition et l'attribution de la qualité de membre de la communauté nauruane est actuellement examinée par le Conseil. Le Représentant spécial pourrait-il me dire si la définition et l'attribution de la qualité de membre de la communauté nauruane représentent un pas en avant dans la voie qui devra conduire à l'attribution d'une nationalité nauruane?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je crains de n'avoir pas très bien compris cette question. Les Nauruans sont nauruans et ont par conséquent la nationalité nauruane. Ils ont toujours eu le droit, même avant la création du Conseil de gouvernement local, d'accorder la citoyenneté nauruane à des ressortissants d'autres îles du Pacifique. C'est pour concrétiser une situation qui existe depuis de nombreuses années que l'on envisage de publier une ordonnance précisant les détails de la procédure.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Si j'ai posé cette question, c'est parce que l'expression "membre de la communauté nauruane" me semble particulièrement vague. Si réellement les Nauruans ont une nationalité, il est inutile de recourir à semblable terminologie.

Le Représentant spécial pourrait-il nous indiquer quels sont les droits et obligations qu'impose la qualité de membre de la communauté nauruane? Nous avons vu, dans d'autres parties du rapport, que les habitants de Nauru ont en outre la qualité de protégés de l'Autorité administrante. Comment la qualité de protégés de l'Autorité administrante est-elle compatible avec la qualité de citoyens nauruans.

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Cette question me semble, elle aussi, assez ambiguë. Je ne comprends pas très bien ce que le représentant du Guatemala désire savoir. Les Nauruans ont la citoyenneté nauruane. En même temps, ils habitent un Territoire sous tutelle qui a été confié à l'Autorité administrante aux termes d'un accord de tutelle. Je ne vois pas en quoi l'une de ces qualités serait incompatible avec l'autre. Ce sont deux états de fait. Je ne vois donc pas très bien où veut en venir le représentant du Guatemala. A-t-il fait une remarque ou m'a-t-il posé une question?

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Ce que je voudrais demander au Représentant spécial, c'est de nous donner quelques renseignements en ce qui concerne cette ordonnance qui, si l'on en croit le rapport, est destinée à préciser la définition et l'attribution de la qualité de membre de la communauté nauruane. Que signifie cette expression?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Le représentant du Guatemala voudrait, si j'ai bien compris, connaître les dispositions de l'ordonnance qui est envisagée. Je regrette infiniment, mais je ne suis pas en mesure de lui donner des renseignements à cet égard.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Je vais donc passer à une autre question, qui concerne l'exercice du droit de suffrage. Il est indiqué dans le rapport qu'a le droit de vote tout Nauruan âgé de plus de 21 ans, qui n'a jamais été condamné ou qui n'est pas prévenu pour un délit pouvant entraîner une peine d'emprisonnement supérieure à une année en vertu des lois en vigueur dans l'île. Il semble que les listes électorales soient confiées au fonctionnaire chargé des affaires nauruanes. Le Représentant spécial pourrait-il nous dire quel genre de contrôle est exercé afin de s'assurer qu'aucune mesure arbitraire ne peut être prise par le fonctionnaire chargé des listes électorales?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :
Lorsqu'un Nauruan considère qu'il a le droit de figurer sur une liste électorale, il peut, s'il s'aperçoit que son nom ne figure pas sur ladite liste, faire appel au fonctionnaire chargé des affaires nauruanes en première instance; s'il ne reçoit pas satisfaction, il peut faire appel à l'Administrateur.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Toujours dans le même domaine du droit de vote, je voudrais savoir quelle est l'autorité qui décide de la validité de l'élection d'un membre du Conseil. Qui juge que les résultats d'une élection sont valables?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Des fonctionnaires de l'administration sont nommés pour remplir les fonctions de scrutateurs; comme je l'ai déjà dit dans une de mes réponses, ces fonctionnaires sont présents dans tous les bureaux de vote afin de veiller à ce que les élections se déroulent conformément aux dispositions de l'Ordonnance de gouvernement local. Le vote est secret. Mais les scrutateurs surveillent le dépôt des bulletins de vote; les voix sont comptées et vérifiées en présence des représentants à la fois des électeurs et des candidats. Le résultat du vote est donné au cours d'une réunion publique qui se tient immédiatement après le calcul des votes; le candidat élu est porté à la connaissance du public.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Je m'excuse auprès du Représentant spécial d'insister sur ce point; mais la réponse qu'il vient de donner ne me donne pas satisfaction. Supposons qu'il y ait contestation à propos de l'élection d'un membre parce que ce dernier ne possède pas les conditions requises pour faire partie du Conseil. Qui décide si cette personne doit ou non être considérée comme élue? En d'autres termes, ma question ne porte pas sur la procédure de vote en elle-même. Je voulais savoir quelle est l'autorité qui décide que les élections sont bien en règle.

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Le représentant du Guatemala pense certainement à un candidat qui n'a pas été élu, mais qui estime qu'il y a eu infraction à la procédure de vote, malgré la présence d'un scrutateur et d'autres fonctionnaires nauruans. Dans ce cas, le candidat présentera ses objections au scrutateur; il le fera par écrit et, s'il n'est pas satisfait de la décision prise par le scrutateur, il pourra porter la question devant l'Administrateur.

M. KESTIER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : De la réponse du Représentant spécial, je déduis que l'Administrateur assume les fonctions de tribunal électoral. Est-ce exact?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : En fait, la décision est entre les mains du scrutateur; mais toute question, toute pétition sur un sujet quelconque peut être portée devant l'Administrateur qui est habilité à discuter de la difficulté avec le scrutateur; cependant, si l'Administrateur pensait qu'il s'était produit une infraction et que le scrutateur avait négligé un point quelconque, il déclarerait sans aucun doute que l'élection n'est pas valable et une autre élection aurait lieu.

M. KESTIER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Je passe maintenant aux fonctions d'ordre judiciaire détenues par l'Administrateur. Le Représentant spécial pourrait-il nous indiquer s'il s'est produit des cas dans lesquels l'Administrateur aurait révoqué un arrêt ou un jugement du tribunal central?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Pour répondre à cette question, je dois consulter ma documentation; je désirerais remettre ma réponse à cette question à notre prochaine séance.

M. KESTIER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Je serais très reconnaissant de tout renseignement que le Représentant spécial pourrait me fournir à cet égard.

A la page 50 du rapport annuel, nous trouvons une liste de tout le personnel nauruan, avec diverses échelles de traitements. Le Représentant spécial pourrait-il me dire si cette liste est limitative ou si elle comprend tous les Nauruans employés dans les services publics de l'île? Peut-on considérer cette liste comme complète?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je crois que, pour la clôture de l'année que nous examinons, cette liste est une liste complète de tous les Nauruans employés par l'Administration.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Ma question suivante concerne un sujet qui a déjà été traité, si ma mémoire est correcte, par le représentant de l'Union soviétique; il s'agit du cas de M. Cook. Il semble que cette personne ait été renvoyée après avoir été accusée de négligence dans l'accomplissement de ses fonctions au service des postes. Le Représentant spécial pourrait-il me dire si les personnes qui occupent des postes dans l'administration relèvent d'un tribunal particulier, ou si elles sont jugées comme tous les autres citoyens?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Les employés sont traités comme tous les autres citoyens; la personne en question a été jugée par un tribunal ordinaire, tout comme les autres citoyens.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Le renseignement que vient de nous fournir le Représentant spécial me paraît très important. Pourrait-il maintenant nous indiquer quelles sont les attributions du fonctionnaire chargé des affaires nauruanes?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Ses fonctions sont assez nombreuses. Il représente plus ou moins l'Administration en ce qui concerne les affaires nauruanes. Lorsque les Nauruans ont un problème avec l'Administration, c'est avec le fonctionnaire chargé des affaires nauruanes qu'ils en discutent. Lorsque c'est nécessaire, il les accompagne auprès de l'Administrateur pour les aider à expliquer leur cas. Bien entendu, il est également magistrat. Il traite de toutes les questions relatives à l'emploi des Nauruans et il est également l'autorité qui décide si un Nauruan peut retirer des fonds excédant la somme permise en ce qui concerne les dépôts en banque sous forme de redevances.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Une personne qui n'est pas de nationalité nauruane mais qui désire traiter une affaire avec l'Administration peut-elle s'adresser à un fonctionnaire déterminé ?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Elle peut s'adresser au chef d'un service ou à un employé de ce service, selon l'importance de la question dont il s'agit. Si c'est un problème concernant le cadastre, ce qui est assez rare, cette personne devra s'adresser à un fonctionnaire du cadastre. S'il s'agit d'une question concernant les services postaux, elle devra se rendre au bureau de postes etc. La même observation vaut pour les Nauruans. Ils ne vont chez le fonctionnaire chargé des affaires nauruanes que pour des questions de caractère purement nauruan.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : J'ai posé cette question parce que, dans la réponse que m'avait faite le représentant spécial, il avait dit que le fonctionnaire chargé des affaires nauruanes était habilité à traiter toutes les questions qu'un Nauruan peut poser à l'Administration. J'étais ainsi amené à penser qu'il y avait deux sortes de juridiction, l'une pour les Nauruans, l'autre pour les non Nauruans. Mais, à la lumière des précisions que vient de donner le Représentant spécial, je comprends mieux le sens de sa réponse précédente.

Ma dernière question se réfère à un problème qui a déjà été évoqué plusieurs fois au sein de ce Conseil, à savoir les activités du Conseil de gouvernement local. J'aimerais savoir quels avantages pourraient découler d'une augmentation du nombre des membres de ce Conseil.

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je regrette, mais, une fois de plus, je n'ai pas très bien saisi le sens de cette question. Je serais reconnaissant au représentant du Guatemala de la répéter, car je ne voudrais pas donner des renseignements qui n'y correspondraient pas.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Ma question portait sur le fait - qui a déjà été évoqué - qu'il semble y avoir une certaine lenteur dans les activités du Conseil local de gouvernement. Je pose au représentant spécial la question de savoir s'il y a une possibilité d'élargir la composition du Conseil afin de le rendre plus effectif.

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Etant donné qu'il n'y a que 300 à 900 personnes qui peuvent voter, je crois qu'elles sont fort bien représentées par neuf membres du Conseil, ce qui donne un représentant pour moins de 100 électeurs. Si l'on prend l'ensemble de la population de Nauru, il y a un représentant pour 210 à 220 habitants. Je ne pense pas qu'une augmentation du nombre des membres du Conseil serait d'une grande utilité. Au contraire, je crois qu'il pourrait en résulter de nouveaux délais dans les travaux du Conseil, car cela signifierait qu'un plus grand nombre de conseillers auraient à consulter leurs électeurs.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Mon intention n'était pas de poser la question de savoir s'il pouvait y avoir une meilleure représentation. Je pensais que si la composition du Conseil était élargie, le travail serait mieux divisé. Dans un Conseil, il y a des commissions et des comités. Par conséquent, si le nombre des membres était plus élevé, le travail pourrait être accompli plus rapidement.

Je n'ai pas d'autres questions à poser et je remercie le représentant spécial pour la patience dont il a fait preuve dans ses réponses.

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Le représentant du Guatemala a posé, tout à l'heure, une question au sujet des appels à l'Administrateur et il a demandé si celui-ci avait amendé ou modifié des décisions de la Cour. Le tableau b) de l'annexe III, page 53 du rapport, indique le nombre des cas pour lesquels il y a eu appel; les raisons de l'appel et le jugement sont également indiqués. Bien entendu, il ne s'agit que de la période examinée, mais ce peut être un exemple pour le représentant du Guatemala; s'il lui paraissait suffisant, cela m'éviterait d'entreprendre des recherches concernant les autres années.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Bien entendu, je n'entends pas faire pression sur le Représentant spécial à cet égard, car la réponse qu'il vient de me donner dissipe mes doutes. Dans le tableau auquel il s'est référé, il n'est question que des appels, mais nous ne savons pas s'il s'agit d'appels à l'Administrateur. Je pense toutefois que ces renseignements sont suffisants.

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

A la page suivante, les appels adressés à l'Administrateur sont mentionnés.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Il semble que, dans les cas signalés, il s'agit surtout de délits de peu d'importance.

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Sans aucun doute, trois de ces cas ne sont pas des cas graves, mais ils indiquent quels appels ont été faits et la décision prise par l'Administrateur. Il y a un cas de viol pour lequel la décision du tribunal a été de douze ans de travaux forcés; pour ce cas particulier, la décision de l'Administrateur est indiquée. Trois des cas, je le reconnais, ne sont pas très importants, mais le dernier est assez grave.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais, tout d'abord, souhaiter à nouveau la bienvenue à M. Jones et dire que nous sommes particulièrement heureux de voir Mme Jones l'accompagner cette année.

Ainsi que le sait M. Jones, c'est la quatrième fois que ma délégation examine la situation dans ce Territoire sous tutelle et, bien entendu, nous avons trouvé déjà des réponses à de nombreuses questions que nous pensions poser; il ne nous en reste que quelques-unes.

La première question concerne la force de police du Territoire. A la page 12 du rapport annuel, nous constatons qu'il existe une force de police qui relève de la direction d'un Européen. D'autre part, le Conseil de gouvernement local de Nauru semble avoir reçu certains pouvoirs pour assurer le maintien de l'ordre dans le Territoire et pour recruter des policiers de district. Le Représentant spécial pourrait-il nous dire comment s'exerce, en pratique, dans le Territoire, cette double responsabilité pour le maintien de l'ordre. N'y a-t-il pas chevauchement ou conflit des responsabilités?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Il n'y a eu aucun conflit entre les deux forces. Les policiers nommés par le Conseil de gouvernement local sont plus ou moins des agents de police de village et ils restent dans leur région particulière, tandis que les agents de police et les autres membres de la force de police sont appelés, au cours de leur tournée, à se rendre également dans les villages. Il y a donc de ce fait un certain chevauchement sur lequel l'Administrateur a attiré l'attention du Conseil de gouvernement local. Il a indiqué qu'il serait sage de supprimer la police locale - en fait, il n'y a, je crois, que cinq agents au total - et qu'il serait préférable de s'en tenir à la force de police principale pour maintenir l'ordre dans toute l'île. Il a ajouté qu'il était prêt à augmenter le nombre des patrouilles dans les villages si c'était nécessaire. Le Conseil de gouvernement local étudie actuellement la question.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : C'est la faible superficie du Territoire qui m'a incité à poser cette question. En effet, je me demandais s'il était bien nécessaire d'avoir deux forces de police, une force de village et une force générale.

La question suivante est relative à la construction du nouvel aéroport dont il est question à la page 24 du rapport annuel. On nous apprend qu'une décision a été prise, en fait, de développer la piste d'envol pour qu'elle réponde aux spécifications internationales d'un aéroport international pour vols de courte durée. Le Représentant spécial se rappellera que la Mission de visite de l'année dernière, lorsqu'elle a examiné cette question, a émis l'opinion que la question de la piste d'envol devrait également être envisagée dans le cadre des plans à long terme pour l'avenir de la collectivité nauruane. C'est là une déclaration quelque peu énigmatique et j'imagine que la Mission de visite songeait peut-être que la prolongation de la piste actuelle, pour lui donner les proportions nécessaires à un aéroport international, pourrait entraîner l'utilisation de terres cultivables à de telles fins d'utilité publique. Je voudrais savoir si cette décision de prolonger la piste d'envol a été soumise au Conseil de gouvernement local de Nauru, si elle y a été discutée et si le Conseil s'est déclaré d'accord sur ce projet.

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je suis navré, mais il s'agit là d'une question à laquelle je ne puis répondre. Je ne sais si la décision finale a été discutée par le Conseil de gouvernement local avant d'être prise ou si le Conseil en a été avisé après. Je regrette de ne pouvoir donner ce renseignement.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Le Représentant spécial sait-il, en tout état de cause, s'il y a quelque mécontentement au sein de la collectivité nauruane en raison de la décision prise de prolonger la piste d'envol?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : La seule objection vient des propriétaires des terres qui ont été acquises aux fins de développer la piste.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Ma troisième question porte sur les British Phosphate Commissioners. Je crois avoir lu quelque part dans le rapport qu'il s'agit d'une société sans but lucratif. Puis-je savoir comment les phosphates exportés vers ces trois pays dans certaines proportions sont en fin de compte utilisés? Comment sont-ils vendus aux consommateurs? Sont-ils vendus au prix coûtant? Ou un impôt à l'achat ou à la vente est-il perçu au moment de la vente de ces phosphates aux consommateurs?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Le prix f.o.b. des phosphates est expliqué dans le rapport. Dans les pays où les phosphates sont transportés et vendus, ils sont remis aux fermiers et à d'autres personnes par l'intermédiaire d'agents de distribution. Je n'ai pas de renseignements détaillés sur les transactions financières. Je ne sais pas exactement comment se fait la distribution.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : A la page 67 du rapport annuel, nous trouvons le bilan des British Phosphate Commissioners. Ce bilan a été établi pour l'exercice qui a pris fin le 30 juin 1956. Apparemment, il s'agit d'un bilan annuel et nous trouvons, au crédit, une somme de 6.730.652 livres de stocks de phosphate en Australie et en Nouvelle-Zélande. Je voudrais savoir pourquoi des quantités aussi importantes de phosphate doivent être stockées.

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je regrette de ne pouvoir donner aucune précision sur les raisons pour lesquelles les British Phosphate Commissioners ont des stocks aussi importants. J'imagine que ces raisons doivent être excellentes, mais je ne puis donner d'explications.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : A la page 30 du rapport annuel, il est question des tentatives faites pour lutter contre la fréquence et la diffusion de la tuberculose dans le Territoire. Le Représentant spécial, dans sa déclaration liminaire, nous a dit qu'une mission d'étude de l'Association anti-tuberculeuse de la Nouvelle-Galles du Sud se trouvait actuellement à Nauru et qu'elle y procédait aux examens d'usage. Je voudrais savoir s'il s'agit là d'une mesure préliminaire à une vaste campagne de vaccination au BCG.

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Oui. Cette équipe prendra toutes les mesures nécessaires, d'abord pour établir qui souffre de tuberculose, et ensuite pour passer au traitement, qui comprend également le traitement chirurgical. Je pense que ce groupe demeurera de six semaines à deux mois dans l'île. Après son départ, des mesures seront prises pour assurer que le personnel nécessaire, les médicaments et les installations de rayons X dont on pourrait avoir besoin seront maintenus dans l'île afin de terminer le travail que l'équipe aura entrepris.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Ma dernière question porte sur les condamnations enregistrées au Tribunal central et au Tribunal de district du Territoire. En étudiant ces tableaux très intéressants, je constate qu'il y a eu en tout environ 80 condamnations pour ivresse sur un total de 300 condamnations, ce qui nous donne une proportion de 27 pour 100 de condamnations pour ivresse, ou, pour être plus précis, pour rupture de la loi sur l'interdiction des spiritueux. Ceci semble être un crime assez populaire. Je voudrais savoir si l'ivresse atteint des proportions telles qu'elle constitue véritablement un problème et si des mesures spéciales ne devraient pas être envisagées.

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais tout d'abord dissiper un malentendu de la part du représentant de l'Inde. Il n'y a pas de cas d'ivresse; il s'agit de cas d'absorption de spiritueux. Il y a peut-être eu un ou deux cas d'ivresse, mais celle-ci n'a pas constitué le chef d'accusation. Comme le Conseil le sait probablement, la loi interdit aux Nauruans de boire des spiritueux. Cependant, du fait de la population d'immigrants considérable et des grands camps de travailleurs, où il est permis à certaines races, notamment aux Chinois, de boire des spiritueux, il est évident que la population nauruane a la possibilité d'en acquérir une certaine quantité. Quand des Nauruans sont pris en possession de spiritueux ou en train d'en boire, ils sont accusés et portés devant les tribunaux. La mesure dans laquelle ils sont punis varie suivant qu'ils ont déjà été condamnés une ou plusieurs fois pour ce même délit.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Je regrette de n'avoir pas compris exactement la nature de la condamnation. Toutefois, s'il est interdit de consommer des spiritueux dans le Territoire, pourrait-on avoir quelque explication sur l'importation d'environ 1,5 pour 100 des importations totales du Territoire, d'après la page 62 du rapport, qui semble être constituée par des bières, vins, spiritueux et liqueurs ? Les Nauruans sont-ils les seuls auxquels on interdit de consommer ce genre de spiritueux ?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Les Nauruans ne sont pas les seuls ; les habitants des Iles Gilbert et Ellice sont également soumis à cette interdiction. Pour m'exprimer en d'autres termes, il n'y a pas d'interdiction de consommer ces spiritueux en ce qui concerne les Européens et les Chinois.

Je voudrais poursuivre mes remarques sur le nombre des condamnations. Au bas de la page 55, vous trouverez une note qui indique une diminution de 131 cas mentionnés et de 121 cas de condamnations par la Cour de district en 1955-56, par comparaison avec 1954-55. La diminution apparaît principalement dans les accusations relatives à l'ordonnance d'interdiction des spiritueux. Je désire simplement attirer l'attention du représentant de l'Inde sur ce point.

Le FRESIDENT (interprétation de l'anglais) : A l'exception d'un ou deux membres du Conseil qui désirent, je crois, poser des questions au sujet d'autres parties du rapport, nous avons ainsi terminé cette étape de l'étude des conditions dans le Territoire. Nous pourrions peut-être reprendre demain la suite des questions et terminer notre examen de la situation dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique. Nous pouvons ainsi espérer terminer la discussion générale sur ce Territoire sous tutelle. Le Conseil se réunira demain après-midi à 14 h. 30. Pour des raisons particulières, notre salle ne sera pas à la disposition du Conseil demain après-midi. Pensant que le Conseil n'aurait pas d'objection à se réunir ailleurs, j'ai déjà accepté que notre séance se tienne, exceptionnellement, dans la salle du Conseil économique et social, demain après-midi.

Le Comité de rédaction sur la Somalie sous administration italienne se réunira demain matin à 10 h. 30, dans la salle de Conférence No 7.

La séance est levée à 17 h. 40